

« Pas de démocratie sans désobéissance aux traités » (adage grec)

« *Nous serons originaux, en respectant après les élections ce que nous disions avant* »¹, avait annoncé Alexis Tsípras. Quelques mois plus tard, force est de constater que l'originalité se situe ailleurs : un nouveau paquet d'austérité est endossé par la « gauche radicale » élue pour y mettre fin. Pour justifier cette mutation, toute critique est renvoyée à cette question : « Qu'auriez-vous fait à sa place ? » Ce à quoi on peut répondre, sans hésitation : autre chose, autrement.

« *Sous les grands espoirs couvent les profondes déceptions* »² : c'est ce que la débâcle du « gouvernement anti-austérité » vient rappeler. Certes, la lutte du peuple grec a ceci de positif qu'elle nous oblige à repenser nos mobilisations, à considérer l'importance de se réappropriier la question de la monnaie dans une Europe verrouillée par les traités néolibéraux et dans une eurozone dominée par les intérêts de

l'Allemagne. Mais la traumatisante « *pirouette mémorandaire* »³ de Syriza entraîne son lot d'impuissance, de pessimisme et de paralysie. Il est donc utile d'en tirer les enseignements, sans tabous ni fétiches, pour ne pas succomber au fameux dogme thatchérien selon lequel « *il n'y a pas d'alternative* ». Une série de témoignages nous permettent de reconstituer les négociations menées pendant cinq mois par Syriza et de comprendre que sa défaite, certes spectaculaire, s'explique davantage par les illusions de « radicalité mouvementiste » entretenues envers ce parti (pourtant largement converti à la *realpolitik* et, désormais, au culte du chef), que par l'absence d'alternatives – lesquelles sont trop souvent présentées comme un choix caricatural entre monnaie commune ou nationale, entre « stabilité » et « chaos »...

Pas de choix démocratique contre les traités ?

Syriza est arrivé au pouvoir le 25 janvier, sur une planche savonnée par le gouvernement sortant : l'accord de financement avec l'UE se clôturait juste après les élections. Tsípras et son ministre des Finances pensaient que l'échec patent des *memoranda* suffirait à « convaincre » les créanciers (conscients que la dette ne leur serait pas restituée de cette manière) de laisser « la vraie gauche » mener d'autres politiques. Cet espoir fut vite douché. Le 28 janvier, le patron de la Commission européenne [Jean-Claude Juncker](#) déclarait : « *Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens* »⁴. Deux jours plus tard, le président de l'Eurogroupe, [Jeroen Dijsselbloem](#), confirmait : « *Soit vous signez le mémorandum, soit votre économie va s'effondrer. Comment ? Nous allons faire tomber vos banques.* »⁵ Face à l'alliance des partis conservateurs et sociaux-démocrates européens voulant briser Syriza, « [Varoufákis](#) seul, avec ses arguments, a entrepris de renverser l'opinion publique en Europe et même en Allemagne »⁶, espérant que tôt ou tard « *la raison prévaudrait dans les négociations* »⁷.

« Le cabinet Tsípras n'était pas déterminé à nouer des alliances fortes qui auraient déplu aux États-Unis et aux Européens. »

Au plan international, la stratégie grecque misait sur « *les divergences entre les institutions et les États : le FMI contre la Commission européenne, les États-Unis contre l'Allemagne, etc.* »⁸ Mais si, au final, le FMI revendique bien un « allègement » de la dette grecque, c'est en se contentant d'une baisse des taux d'intérêts et d'un

allongement des maturités, sans diminution du principal de la dette. Quant à l'activisme diplomatique états-unien, on sait qu'il a été motivé par la volonté d'éviter une crise de l'euro, par des raisons géopolitiques liées à l'influence russe, à la crise

ukrainienne⁹ et à l'appartenance de la Grèce à l'OTAN, son objectif étant donc d'empêcher tout changement de cap. Restait aux diplomates grecs la possibilité de trouver de nouveaux bailleurs de fonds. Or, selon le vice-Premier ministre **Ioánnis Dragasákis**, les approches faites vers des pays tiers (Chine, Russie, Inde et Venezuela)

furent infructueuses¹⁰. Si ces tentatives ont bien permis de conclure des accords, notamment au niveau énergétique, certains membres de Syriza jugent que le cabinet Tsípras n'était pas pour autant déterminé à nouer des alliances fortes qui auraient déplu aux États-Unis et aux Européens. *« Vis-à-vis de la Russie, en particulier, l'attitude a été hésitante : des démarches ont été entreprises, mais au moment crucial, le gouvernement Syriza n'a pas donné suite. [...] Les Russes ne savaient pas, au fond, ce que les Grecs voulaient. Ils étaient extrêmement méfiants car ils avaient l'impression que ces gestes d'ouverture de la Grèce étaient utilisés comme une carte dans la*

*négociation avec les institutions européennes, comme un outil de com'. »*¹¹

En Grèce, hormis quelques mesures redonnant un peu de caractère social à l'État, le peuple ne vit s'accomplir aucun des engagements économiques de Syriza. Et pour cause : le gouvernement s'était privé lui-même de toute marge de manœuvre. Au lieu de rompre avec la logique des *memoranda* et de la Troïka, comme il l'avait promis, il demanda aux « institutions » de négocier un « plan de sauvetage » – ce qui, excepté la nuance sémantique, revient au même. Le 20 février, il obtint la prolongation de l'accord-relais jusqu'au 30 juin. Il justifia cette reculade comme une façon de gagner du temps pour négocier. Mais en échange, il s'était engagé à maintenir l'application du second mémorandum et à ne prendre aucune décision sans l'approbation des créanciers.

Pas de rapport de force sans plans B !

Pendant que les « négociations » s'éternisaient et que les concessions grecques s'accumulaient, l'économie plongeait... Un membre de la délégation grecque reconnaît : *« Ce n'est qu'au cours de la dernière semaine [avant l'échéance du 30 juin] que les responsables grecs ont pris la mesure de ce qui se passait »*¹², laissant advenir *« une situation qui, d'escalade en escalade, se transforme en réaction en chaîne, une sorte de lente panique bancaire et d'effondrement [...], d'infarctus »* qui va virer à la *« crise cardiaque »* lorsque la Banque centrale européenne coupera les liquidités au système bancaire grec, au lendemain de l'annonce du référendum. *« Notre principale erreur ?*

*Avoir mal mesuré leur volonté de nous détruire »*¹³, admet un ministre. *« M. Tsípras et son entourage (principalement MM. Pappas, Dragasákis et M. Alekos Flambouraris, ministre d'État pour la coordination gouvernementale) étaient en effet convaincus qu'ils pourraient parvenir à un meilleur compromis avec les institutions européennes en créant*

*un rapport de confiance avec elles »*¹⁴, résume un observateur. Un proche de Syriza, plus sévère, estime que Tsípras *« a ignoré le sens commun, les avertissements de nous tous, même les avertissements de Lafontaine et des dirigeants de Die Linke qui étaient mieux placés que quiconque pour prévoir exactement ce que feraient Merkel et Schäuble. »*¹⁵

« Tsípras disposait d'un éventail de possibilités permettant de renforcer son pouvoir de négociation et de desserrer le « nœud coulant » des créanciers. Ne recourir à

aucune d'elles relève du choix ou de l'inconséquence, et mériterait d'ailleurs des explications. »

Le plus inexplicable, c'est que l'état-major grec se laissa acculer, « *un revolver sur la tempe* », à signer l'accord ravageur qu'on connaît, sans avoir cherché à renverser le rapport de force, ni mis à profit les cinq mois de négociations pour élaborer des plans B, C ou D. La réponse de Tsípras est déconcertante : « *D'après ce que je sais, [...] des alternatives que nous aurions prétendument ignorées, n'existent pas !* »¹⁶ Pourtant, la situation imposait d'être préparé à différentes options, et des réponses existaient noir sur blanc dans le programme de Syriza. Le cabinet Tsípras disposait d'un éventail de possibilités permettant de renforcer son pouvoir de négociation et de desserrer le « nœud coulant » des créanciers. Ne recourir à aucune d'elles relève du choix ou de l'inconséquence, et mériterait d'ailleurs des explications. Prétendre qu'elles n'existent pas est un mensonge. La combinaison de telles mesures aurait bel et bien pu aboutir à une relance de l'économie et à des concessions des institutions.

Entre janvier et juin, « l'autre gauche » a remboursé fidèlement près de 8 milliards d'euros à ses créanciers. Ne pouvant emprunter aux banques, elle vida les caisses d'un État au bord de la faillite, empêchant les finances publiques de jouer leur rôle, notamment contre la crise humanitaire. L'alternative consistait à faire défaut ou appliquer un moratoire sur la dette, afin de sortir de la spirale infernale des emprunts destinés à rembourser les emprunts antérieurs et leurs intérêts. Les travaux de la Commission de vérité sur la dette publique, salués par les organes compétents de l'ONU, ont d'ailleurs conclu que cette dette est « *illégal, odieuse, et insoutenable* ». Mais « *le gouvernement fait comme si tout cela n'existait pas* »¹⁷, préférant tenter de rallier ses « partenaires » à l'idée d'une conférence européenne sur la dette – en vain.

□ La menace d'asphyxie financière, patente fin janvier, s'est concrétisée en février par une réduction des possibilités de financement des banques grecques et par le doute instillé chez les épargnants et les investisseurs quant au maintien de la Grèce dans l'euro. Le gouvernement grec n'y a opposé nulle auto-défense : honorant son engagement de ne prendre aucune décision unilatérale, il s'est empêché de tenir la promesse faite aux Grecs de redonner du souffle à l'économie (contrôle des capitaux, augmentation du salaire minimum, fin des privatisations, re-nationalisation des infrastructures essentielles pour le pays, etc.). La réquisition de la Banque centrale grecque et la socialisation des banques systémiques (où l'État est majoritaire) était un point-clef de cette bataille, d'ailleurs inscrit dans le programme de Syriza et élaboré en interne par des spécialistes du secteur bancaire. Cela aurait notamment permis d'éditer des « euros grecs » – ni vraiment euros, ni tout à fait drachmes. Mais ç'aurait été un acte de rupture, nécessitant de désobéir à la BCE et au [mécanisme européen de stabilité monétaire](#), et de tenir tête aux banques et à leurs grands actionnaires. Difficile, selon Éric Toussaint, dès lors que les principaux conseillers de Tsípras (son bras droit [Dragasákis](#) et son ministre de l'Économie Géorgios Stathakis) « *sont fortement liés au lobby bancaire privé et ont promis aux banquiers grecs qu'on ne toucherait pas aux banques* »¹⁸.

L'Exit de gauche, ou le choix de la politique

Syriza (« Coalition de la gauche radicale ») est le rassemblement de seize différents

mouvements et courants qui, les événements nous l'ont montré, n'avaient pas de position commune sur l'euro. La discussion de son Comité central¹⁹ suivant la signature du troisième mémorandum vient le rappeler. Lorsque la Plateforme de gauche souligne qu'un slogan du parti fut « *Aucun sacrifice pour l'euro* », un membre de l'aile sociale-démocrate lui rappelle la seconde partie de la phrase : « *Aucune illusion envers la drachme* ». On retrouve une ambivalence semblable chez Varoufákis : autrefois hostile à l'entrée dans l'euro, et très critique sur son modèle, il préconise de ne pas en sortir (car il estime qu'il faudra un an pour créer logistiquement une nouvelle monnaie, mais aussi parce qu'il pense que « *l'Europe est un tout indivisible* »)... tout en soutenant la mise en place d'une monnaie parallèle. En réalité, le débat sur la monnaie n'a jamais véritablement eu lieu en Grèce. Pourtant, que n'entend-on pas répéter que « *les Grecs sont très attachés à l'appartenance de leur pays à la zone euro.* » Un attachement « prouvé » par des sondages et reposant en partie sur la période faste ayant suivi l'entrée dans l'euro, où le pays a vécu au-dessus de ses moyens... jusqu'à ce qu'éclate la crise. Pourtant, l'opinion semble moins timorée que la classe politique : 61,3 % des Grecs ont voté « non » au référendum (dont 85 % des jeunes entre 18 et 24 ans) et ce, malgré les dirigeants européens les menaçant d'un *Grexit*, le matraquage médiatique, les sondages trompeurs et la fermeture des banques. Si un référendum établissait clairement le lien entre l'euro et les politiques d'austérité, rien ne dit que les Grecs choisiraient l'euro à tout prix. Comme l'a rappelé la Plateforme de gauche, « *une option n'existe réellement que si on la présente.* »²⁰ Or, Syriza n'a jamais préparé les esprits à l'éventualité d'un *Grexit*. Le cabinet Tsípras ne l'a étudiée qu'en surface, paniqué par l'idée de créer une prophétie auto-réalisatrice. Et il s'est lui-même interdit d'en utiliser stratégiquement la menace, permettant à l'Allemagne de s'en emparer comme arme de négociation en dernière minute. Avec le résultat que l'on sait.

Les Tsipriotes²¹ n'avaient-ils vraiment « *pas d'autre choix* », face à ce qu'ils ont qualifié de « *coup d'État* » visant à « *semmer la terreur parmi les peuples [...] tentés de choisir une politique économique alternative* »²² ? Ne pouvaient-ils y opposer le respect du mandat populaire, prendre l'opinion européenne à témoin, utiliser les moyens juridiques à leur disposition (Cour européenne de justice, Conseil de l'Europe, ONU), s'appuyer sur les traités européens qui ne prévoient pas l'expulsion d'un membre de l'eurozone ni de l'UE... ? Sans oublier les « *solutions d'urgence* »²³ étudiées, certes sur le tard, par Varoufákis « *pour créer de la liquidité* » : d'une part, un système de paiement parallèle (fiscal et non bancaire) permettant de « *survivre quelques semaines à l'intérieur de la zone euro malgré les banques fermées, jusqu'à ce que l'on arrive à un accord* » ; de l'autre, une monnaie électronique complémentaire pouvant coexister à plus long terme avec l'euro. « *Malheureusement, le gouvernement n'a pas voulu appliquer ce programme : on a juste attendu que le référendum ait lieu pour capituler.* »²⁴ Et, n'ayant préparé aucun scénario de *Grexit de gauche*, négocié et préparé, Tsípras a laissé s'opérer le chantage au *Grexit de droite*, imposé et précipité. L'épisode, abondamment prophétisé avant sa réalisation, devrait aujourd'hui inciter tout gouvernement qui souhaite s'affranchir de la tutelle néolibérale européenne à étudier sérieusement des modalités de sortie de l'euro... ne serait-ce que parce qu'elle peut s'imposer à ceux qui ne le veulent pas. Mais cela n'est pas encore suffisant pour Tsípras qui, par conviction ou par opportunisme, s'est désormais rangé à la vision selon laquelle la sortie de l'euro serait « *une catastrophe indicible* », ajoutant que « *La drachme n'est pas une option de gauche.* »²⁵

« **Reconstruire un système monétaire est une**

aventure qui permettrait de rendre aux Grecs quelque chose de précieux que les mémoranda leur ont durablement retiré : des perspectives. »

En réalité, personne ne peut prédire exactement ce que provoquerait ce scénario inédit, bien qu'on en connaisse certains risques (baisse brutale du pouvoir d'achat pour les produits importés, attaque des marchés, transfert des capitaux à l'étranger...) et avantages (dévaluation provoquant la fonte de la dette et des investissements massifs permettant de relancer l'emploi et la croissance...). « *Cette sortie diminuera le pouvoir d'achat des dépôts bancaires en ce qui concerne les produits importés, mais il diminuera aussi la valeur des emprunts auprès des banques* »²⁶, prédit [Costas Lapavitsas](#), économiste et député Syriza. Un Grexit ne peut être un objectif en soi : le choix d'une monnaie, même nationale, repose sur des rapports de domination. Mais on sait désormais que sortir de l'euro est un passage obligé pour qui veut mener des transformations sociales sans attendre une hypothétique « Europe sociale ». Voici la Grèce face à un vrai choix : une voie la maintient dans l'engrenage de la déflation, la récession, la mise sous tutelle, l'asservissement à la dette pour les quarante années à venir ; une autre la fait bifurquer dans le registre de *l'inconnu* – mais pourquoi en avoir peur, quand on voit à quoi ressemble le *connu* ? Certes, reconstruire un système monétaire en sortant d'une monnaie unique est une aventure, impliquant une transition de plusieurs mois ou années très difficiles. Faut-il pour autant ne pas en considérer les conséquences positives ? Car elle permettrait de rendre aux Grecs quelque chose de précieux que les mémoranda leur ont durablement retiré : des perspectives. Une prise en mains de leur destin. La possibilité de reconstruire sur de nouvelles bases la démocratie, l'économie, l'agriculture, de garder la maîtrise des biens communs, de retrouver la dignité, de mettre fin à l'exil des jeunes, etc. Bref, de nouveaux possibles, synonymes de libération d'énergies et de dynamiques sociales dans une population usée par cinq années de restrictions. Voilà à quoi devrait servir une monnaie aujourd'hui en Grèce. Mais le chemin tortueux qui y mène est autant politique qu'économique. Un parti vissé dans une logique institutionnelle du changement peut-il envisager une telle hypothèse ?

Parmi les mouvements sociaux, certains voient en Syriza « *le parti de la défaite du mouvement et de l'incapacité de poser en son sein des alternatives viables au cours du cycle de luttes dans la crise* », rappelant que plus il s'est approché « *de la possibilité d'obtenir la première place de la représentation parlementaire, plus il se distançait par lui-même des pratiques de mouvement* »²⁷. Avant la victoire électorale, Syriza avait déjà amplement entamé sa « normalisation », adoucissant à plusieurs reprises sa « radicalité » programmatique, tenant un discours de plus en plus patriotique et atténuant les rapports de classes, accueillant dans ses rangs des transfuges du Mouvement socialiste panhellénique (le Pasok, honni par la « vraie gauche » et par une bonne partie des Grecs), soutenant un conservateur au poste de président de la République... En l'absence de majorité absolue et d'entente possible avec le très sectaire Parti communiste (KKE), Syriza fit alliance avec la formation nationaliste et souverainiste des Grecs indépendants (Anel). L'élargissement à droite commença « *le jour même de la formation du gouvernement avec la nomination comme ministres d'individus dépourvus de toute assise sociale [dont d'anciens de la Commission européenne – NDLR] et qui non seulement n'avaient pas le moindre rapport avec Syriza mais l'insultaient même publiquement quelques jours avant les élections !* »²⁸ Au pouvoir, Syriza s'est heurté à sa propre impréparation de cadres administratifs opérationnels. Des cadres responsables

de la crise ont été laissés en place, dont l'exemple le plus frappant est [Yannis Stournaras](#), gouverneur de la Banque de Grèce, qui « a joué un rôle important dans le processus d'adhésion de la Grèce à l'euro, cautionnant le maquillage des chiffres qui a empêché l'Europe de prendre conscience à temps de l'état réel de son économie. »²⁹ L'équipe Tsípras s'est immédiatement autonomisée du parti et coupée de sa base sociale et militante. Pendant les négociations, pensant que leur réussite en dépendait, elle a tout fait pour « éviter une montée des tensions en Grèce et un emballement de la base du parti »³⁰, au motif d'une nécessaire paix sociale pendant ce moment de « lutte nationale » (jusqu'au 15 juillet, il n'y eut aucune grève et, au contraire, des manifestations de soutien au gouvernement). Elle a privilégié une approche uniquement institutionnelle, sans articulation avec la vague de solidarité qui émergeait spontanément à travers l'Europe et qui aurait pu compliquer la victoire des créanciers. Sans mobiliser la population grecque, laissée sans prise ni explications sur le scénario qui se jouait et ses conséquences.

Référendum et mémorandum, ça rime ?

L'annonce du référendum fut l'aveu tardif de l'impasse stratégique des Tsipriotes. Bien qu'ils aient affiché leur bonne volonté de premiers de classe, considérant de bout en bout l'Europe comme la solution et jamais comme le problème, ils n'ont pas réussi à sortir du cadre des discussions « techniques » : « Il n'y a jamais eu une négociation entre l'UE et la Grèce en tant qu'État membre. »³¹ Précipitée, la consultation interviendra une semaine après l'échéance fatidique du 30 juin, ne laissant aux Grecs que quelques jours de débat, sur fond de « chantage à la mort subite de l'économie »³² et sur une question floue : rédigée à moitié en anglais, en des termes technocratiques, elle se réfère à un texte négocié avec l'UE, qu'ils n'ont pas lu, chacun comprenant qu'il s'agit de se prononcer, au choix, pour ou contre l'austérité, la sortie de l'euro ou le gouvernement Tsípras...

Un événement parmi d'autres a semé le doute sur la conviction du gouvernement quant à l'issue du référendum : le 30 juin, alors qu'il mène campagne pour dire « non » à la poursuite de ces mémoranda », Tsípras écrit aux créanciers pour dire... « oui » au nouveau mémorandum. Dans son entourage, certains (le vice-Premier ministre Dragasákis en tête) jugent la pression insoutenable et le pari référendaire trop risqué. À Athènes, les rumeurs vont bon train : le gouvernement grec se dit prêt à annuler ou à « suspendre » le référendum, voire à appeler à voter « oui », en échange d'un accord. Jean-Claude Juncker joue les entremetteurs. Mais l'Allemagne décline toute discussion avant la consultation et Tsípras finit par la maintenir. Sur le terrain, toutes sortes de groupes et de partis sont mobilisés, tandis que le gouvernement se fait plus discret. « Au-delà des interventions télévisées d'Alexis Tsípras, nous n'avons pas fait campagne ! »³³, témoigne Varoufákis : « J'avais prévu d'intervenir dans plusieurs meetings à travers le pays en faveur du « non », ceux-ci ont tous été annulés ! » Un seul rassemblement est organisé par Syriza, le 3 juillet, à trente-six heures du vote. Le faible équipement prévu (podium, sonorisation, écrans) pour accueillir la foule qui déborde de tous les côtés de la place Syntagma, indique que les organisateurs n'ont pas prévu l'ampleur de la mobilisation. Des proches de Tsípras racontent que celui-ci, pris au dépourvu par ce succès, préfère écourter son discours et quitter aussitôt le meeting. Curieuse attitude pour un dirigeant vivant un tel moment de communion avec son peuple...

« Ils voulaient une victoire du « oui » pour changer de ligne politique et accepter

L'offre des créanciers sans perdre la face auprès du peuple. »

On connaît la suite : le verdict éclatant provoque un séisme politique, un sentiment de fierté retrouvée pour les Grecs, privant le gouvernement du prétexte de capituler au nom du refus de la division du pays. La formulation vague de la question permet toutefois à Tsípras d'en interpréter la réponse : « *J'ai tout à fait conscience que le mandat que vous m'avez confié n'est pas celui d'une rupture avec l'Europe.* »³⁴ Il lui suffit ensuite d'appeler à l'union nationale avec les partis pro-mémorandum et de retoucher sa lettre de reddition avec un peu de « pragmatisme » français pour qu'elle soit jugée acceptable... sauf par les Allemands, qui font monter les enchères dans la dernière ligne droite, arguant avoir « *perdu confiance* » dans le « *gouvernement anti-austérité* » et obtenant qu'il franchisse toutes ses « *lignes rouges* ». Alors, à quoi bon ce référendum ? Selon François Hollande, Tsípras y a eu recours « *pour être plus fort, non pas vis-à-vis de ses créanciers, mais vis-à-vis de sa propre majorité.* »³⁵ « *Il avait besoin de se débarrasser de l'aile gauche de son parti et il s'en est donné les moyens politiques* », décrypte le Commissaire européen Pierre Moscovici³⁶. « *Pour la Grèce, il n'aura servi à rien* »³⁷, dit Varoufákis, « *démissionné* » au soir du résultat pour cause de divergences tactiques : « *Des membres très haut placés de notre équipe gouvernementale restreinte m'ont dit « ce référendum, c'est notre issue de secours ». Ils voulaient une victoire du « oui » pour changer de ligne politique et accepter l'offre des créanciers sans perdre la face auprès du peuple. [...] La stratégie de Syriza qui prévoyait une négociation très dure jusqu'au dernier moment était la seule capable de nous sortir de là. Nous ne l'avons pas fait. Les gens qui nous ont crus et ont voté pour nous en janvier et tous ceux, plus nombreux, qui ont ensuite voté « non » au référendum ont été trahis.* »³⁸

« Nous sommes non pas ce que nous disons, mais ce que nous faisons. »³⁹

« *Lors de notre arrivée au pouvoir* », poursuit Varoufákis, « *nous nous étions dit deux choses, Alexis Tsípras et moi : premièrement, que notre gouvernement essaierait de créer la surprise en faisant réellement ce que nous avons promis de faire. Deuxièmement, que [...] nous démissionnerions plutôt que de trahir nos promesses électorales. [...] Je pensais que c'était notre ligne commune.* »⁴⁰ Mais l'encre est à peine sèche sur le « *plan de sauvetage* » que Tsípras impose sa mise en œuvre aux dépens de la démocratie et du respect du mandat électoral. Pour regagner « *la confiance* » de ses « *partenaires* » et leur prouver son « *sérieux* », il s'est engagé à une série de « *prérequis* » : appliquer immédiatement des réformes (retraites, TVA, code civil...) qui nécessitent des années de débats dans d'autres pays. S'ouvre alors une séquence hallucinante : usant de procédés qu'il connaît pour les avoir reprochés à ses prédécesseurs, Tsípras fait passer des paquets de lois de centaines de pages, sans laisser le temps aux députés de les lire, ni le droit de les amender ; lors de trois séances parlementaires (15 et 22 juillet, 14 août), un tiers des élus Syriza votent contre ces lois, adoptées avec les voix des partis pro-austérité ; un remaniement gouvernemental écarte les ministres fidèles à leurs principes et met au pas l'Anel en échange d'un portefeuille supplémentaire ; Tsípras appelle à « *l'unité du parti* » tout en accusant ceux qui résistent « *de trahison et de collaboration avec l'ennemi* »⁴¹ et de mettre en péril « *le premier gouvernement de gauche depuis la Seconde Guerre mondiale* »⁴² ; dans la foulée, il bafoue ses engagements

de président de parti et œuvre pour ne pas convoquer les instances (Secrétariat politique, Comité central, Congrès)⁴³ qui souhaitent débattre de ce changement de ligne pour le moins... radical.

« Les élections anticipées n'ont pas pour but de créer une nouvelle occasion de se battre contre le chantage brutal des créanciers - pour cela, il eût fallu démissionner avant de signer l'accord, et ne pas provoquer l'implosion de Syriza. »

Tsípras n'hésite pas à citer Lénine pour expliquer que son « *compromis douloureux* » est un « *élément de la tactique révolutionnaire* » qui « *permet de continuer le combat.* »⁴⁴ Ce qu'un membre d'Antarsya (Front anticapitaliste, révolutionnaire, communiste et écologique) résume ainsi : « *Quand gouverner devient un but en soi, le mensonge devient chose sainte et la fraude devient vertu.* »⁴⁵ Car la démission du Premier ministre, le 20 août, et la convocation d'élections anticipées n'ont pas pour but de créer une nouvelle occasion de se battre contre le chantage brutal des créanciers - pour cela, il eût fallu démissionner avant de signer l'accord, et ne pas provoquer l'implosion de Syriza. « *Ils s'efforcent, par le biais des élections, de réinterpréter le résultat du référendum* », juge un observateur grec : « *Ils diront que les Grecs ont de nouveau voté pour des partis pro-mémorandum et, donc, qu'ils soutiennent le mémorandum.* »⁴⁶ En jouant la montre, en plein été, Tsípras veut se faire réélire avant que les Grecs ne réalisent l'impact du nouveau mémorandum sur leur vie. Ce faisant, il court-circuite le Congrès de Syriza prévu pour septembre, forçant son aile gauche à scissionner et à s'organiser en à peine un mois (ses représentants étaient sinon promis à ne plus figurer sur les listes électorales). L'exode est massif : outre les 25 parlementaires partis créer l'Unité populaire, au moins un tiers des 35 000 adhérents de Syriza prennent rapidement la porte, tout comme son secrétaire général⁴⁷, la majorité de son Comité central, son organisation de jeunesse, de nombreuses sections locales, etc. Zoe Konstantopoulou, la présidente du Parlement, qui défendait encore Tsípras à son retour de Bruxelles, déplore depuis sa décision de « *gouverner sans la société, sans le peuple, en créant une alliance avec les forces les plus anti-populaires d'Europe.* »⁴⁸

La nouvelle rhétorique Tsipriote mise sur l'image de l'unique homme politique s'étant battu pour les Grecs, ayant accepté de « *se salir les mains* »⁴⁹ pour sauver le pays et qui, inapte à « *déchirer les mémoranda* », est à présent le seul capable d'en « *soulager* » la dureté. Le collaborateur qui écrivait les discours de l'ex-Premier ministre cesse dès lors d'être sa plume, ne pouvant respecter « *l'adoption d'un type d'argumentation et de phraséologie qui appartient aux gouvernements précédents et à la logique du plan de sauvetage.* »⁵⁰ Ainsi, Dragasákis, numéro deux de Syriza, déclare que « *la diabolisation du terme « mémorandum » a été une erreur à laquelle malheureusement Syriza a participé* »⁵¹, tandis que Tsípras n'hésite pas à clamer qu'il serait prêt à livrer « *terre et eau pour rester dans l'euro* »⁵² – ce qui est déjà littéralement le cas avec l'actuelle

braderie du patrimoine grec, incluant îles, plages, compagnies d'eau et d'électricité... Débarrassé d'une grande partie de ses arguments anti-austérité, le discours du nouveau Syriza ne dispose guère plus que de la lutte contre « le vieux système », corrompu et complice des premiers mémoranda pour profiler sa singularité : « *Si nous n'avons pas la majorité absolue [...], nous n'allons pas coopérer avec [les partis de] l'ancien système. Nous n'allons pas faire revenir par la fenêtre ceux que le peuple a fait sortir par la porte* »⁵³, annonce le candidat au début de la campagne. Il ne lui faudra qu'une semaine pour se dédire, en se déclarant ouvert à une coalition avec le Pasok⁵⁴, voire avec La Rivière (To Potámi – une formation européiste souvent présentée comme la « créature de Bruxelles »). Tsípras, qui avait surestimé sa popularité, navigue au gré de sondages qui ont détruit ses espoirs de majorité absolue et contrarié jusqu'à l'éventualité de reconduire l'alliance avec l'Anel (ce parti « souverainiste », en signant le troisième mémorandum, a perdu toute sa raison d'être... et l'essentiel de ses intentions de votes). En ne visant plus « un gouvernement de gauche » mais « un gouvernement stable », en appelant même au « vote utile », il brise de nouveaux tabous au sein de Syriza et gomme un peu plus sa différence avec les partis systémiques.

« Cette recomposition exprime le paysage politique grec est l'aboutissement ultime de la stratégie des créanciers : fermer la « parenthèse de gauche », non pas en évinçant Syriza du pouvoir, mais en déclenchant sa métamorphose par assimilation au régime de gouvernance par la dette. »

Cette recomposition exprime le paysage politique grec, qui rend ouvertes à peu près toutes les options de coalition, est l'aboutissement ultime de la stratégie des créanciers : fermer la « parenthèse de gauche », non pas en évinçant Syriza du pouvoir, mais – mieux – en déclenchant sa métamorphose par assimilation au régime de gouvernance par la dette. François Hollande n'est pas déçu. Celui que Tsípras désignait autrefois sous le patronyme d'« Hollandréou », pour moquer son appartenance au « vieux système », ne lui en tient pas rancune : « *Cela valait le coup de [le] soutenir. Tsípras démontre que le langage de Podemos ou de Mélenchon sont des langages vains.* »⁵⁵ D'influents conseillers européens se réjouissent : « *Des élections rapides en Grèce peuvent être un moyen d'élargir le soutien au programme [de réformes]* »⁵⁶, « *Il y a de bonnes chances qu'elles amènent au pouvoir un gouvernement plus compétent et davantage pro-européen.* »⁵⁷ Tsípras, qui s'était déjà « homme d'étatisé »⁵⁸ par les miracles d'une nuit d'été à Bruxelles, a même gagné ses galons de « bon politique »⁵⁹ auprès d'éditorialistes à qui il n'inspirait qu'invectives lors du référendum. Lorsqu'on se remémore les effets de la campagne menée par ces mêmes dirigeants et médias en faveur du « oui » au référendum, on peut se demander si ces flatteries ne s'avèreront pas tôt ou tard être des baisers qui tuent... « *Les mémoranda sont comme le dieu Moloch, ils demandent des sacrifices de plus en plus importants. Avant Syriza, [ils] avaient déjà détruit deux gouvernements* », rappelle un membre démissionnaire du parti.⁶⁰

Reste qu'une fois de plus, un véritable changement ne sortira pas des urnes. Le désarroi a gagné les Grecs, et la grande alliance des partis de gauche anti-austérité n'a pas eu lieu. Le KKE, qui a toujours été hostile envers Syriza et avait même appelé à l'abstention lors du référendum (qu'il qualifiait de « *supercherie* »), voit dans les derniers événements de quoi conforter sa politique du « seul contre tous ». Pour sa part, Antarsya n'a pas rejoint l'Unité populaire. Celle-ci, critiquée pour être un « Syriza-bis », initié par le haut, a disposé de trop peu de temps et de moyens pour s'organiser. Mais elle a au moins le mérite de tirer certaines leçons de la débandade de Syriza. « *La drachme ne résoudra pas nos problèmes par miracle, mais elle est indispensable pour envisager autre chose que le mouvoir de l'euro, il était temps de le dire ainsi.* »⁶¹

« À part une confrontation frontale, quelles relations pourront encore entretenir les mouvements sociaux avec ce parti qui, passant à côté d'une occasion historique, a signé trois ans d'enfer supplémentaire pour les Grecs ? »

« Tsípandréou », lui, dans un grand écart électoral de plus en plus intenable, n'a pas oublié de glisser quelques paroles à l'oreille des déçus de son parti. « *Nous savons que gagner les élections ne signifie pas, du jour au lendemain, disposer de leviers du pouvoir. Mener le combat au niveau gouvernemental ne suffit pas. Il faut le mener, aussi, sur le terrain des luttes sociales.* »⁶² Une analyse qui laisse circonspect sur sa possible application à la situation grecque : à part une confrontation frontale, quelles relations pourront encore entretenir les mouvements sociaux avec ce parti qui, passant à côté d'une occasion historique, a signé trois ans d'enfer supplémentaire pour les Grecs ? Avec ce leader qui a instrumentalisé le référendum, joué avec la confiance et les sentiments du peuple, pris le risque de laisser aux néo-nazis d'Aube Dorée le rôle de dernier rempart contre les diktats européens ? Et qui, sur tous les fronts, donne des signes de sa transfiguration : retour de la répression policière, condamnation de manifestants anti-austérité, accord militaire avec Israël, lâchage des opposants à l'exploitation de la mine d'or de la péninsule de Halkidiki, etc.

Pour les mouvements sociaux, l'accession au pouvoir d'une « gauche radicale » avait déjà constitué une situation inédite ; la voici poussée à son paroxysme : le « parti anti-austérité » est devenu l'allié préféré des créanciers, pour qui « *l'application de politiques néo-libérales à une population résistante* » ne peut mieux venir « *que de la gauche* »⁶³, le troisième memorandum comprenant d'ailleurs des mesures qu'aucun gouvernement de droite n'avait jusqu'à présent osé signer. Mais « *ce n'est qu'en ayant le courage de regarder la réalité en face que l'on peut lutter contre elle* »⁶⁴ et il faut bien l'admettre aujourd'hui : Syriza est à ranger au rayon des adversaires les plus pervers. Son retournement, particulièrement insidieux, a mis le moral en berne de ceux qui ont porté le mouvement anti-austérité et qui avaient vu en ce parti une réponse à leurs aspirations de dignité et de justice sociale. C'est sans doute là l'enjeu principal des luttes sociales aujourd'hui : transformer le désespoir en colère, la résignation en engagement et les plans B en plans A.

Gwenaël Breës

Article paru dans *Ballast* et en version courte dans *Kairos*, n° 21, septembre-octobre 2015.

Notes

1. « Grèce : La nuit des dupes, une nuit qui dure depuis cinq ans et demi », *OkeaNews*, 17/8/2015.
- 2, 27. « Syriza était le parti de la défaite du mouvement », interview du Mouvement antiautoritaire (AK), *Organisation communiste libertaire*, 10/8/2015.
3. « Vangelis Goulas : Le Non n'est pas vaincu... on continue », Grèce-France Résistance, 21/8/2015.
4. Interview de Jean-Claude Juncker dans *Le Figaro*, 28/1/2015.
- 5, 6, 12. « Un insider raconte : comment l'Europe a étranglé la Grèce », *Mediapart*, 7/7/2015.
7. Yánis Varoufákis à la télévision publique grecque ERT, début juillet.
- 8, 14, 20, 30. « Syriza et les chasse-trapes du pouvoir », *Le Monde Diplomatique*, septembre 2015.
9. « Pourquoi les États-Unis s'inquiètent-ils tant d'une sortie de la Grèce de la zone euro ? », *La Croix*, 19/6/2015.
10. « Ex deputy PM admits Tsipras gov't was unable to borrow "from third countries" », *Keep Talking Greece*, 9/9/2015.
- 11, 60. « Stathis Kouvelakis : Aucune illusion sur le carcan de l'euro », *L'Humanité*, 27/8/2015.
- 13, 22, 32. Un ministre grec sous couvert d'anonymat, dans *L'Humanité*, 15/7/2015.
- 15, 46, 64. « Élections contre démocratie », Dimitris Konstantakopoulos, *OkeaNews*, 1/9/2015.
16. Alexis Tsípras au Parlement grec, 14/8/2015.
- 17, 39, 41. Discours de Zoe Konstantopoulou au parlement grec, 14/8/2015.
18. « Pourquoi la capitulation de Tsípras », témoignage d'Éric Toussaint du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM), 13/8/2015 à Lasalle.
- 19, 42. Débat au Comité central de Syriza, 30/7/2015.
21. Selon l'expression de Panagiotis Grigoriou sur son blog Greek Crisis.
- 23, 24, 37, 40. « Yánis Varoufákis : Nous avons trahi la grande majorité du peuple grec ! », *L'Obs*, 20/8/2015.
- 25, 53. Alexis Tsípras à la chaîne de télévision Alpha, 26/8/2015.
26. « La transition vers la monnaie nationale », *Unité populaire*, 9/9/2015.
28. « Les conséquences internationales catastrophiques de la capitulation annoncée de Syriza et les responsabilités criminelles de M. Tsípras », Yorgos Mitralias du Comité grec contre la dette, 27/8/2015.
29. Portrait de Yannīs Stournaras , *Les Échos*, 20/7/2015.
31. « Rencontre avec Yánis Varoufákis : Il est temps d'ouvrir les boîtes noires », *Mediapart*, 30/8/2015.
- 33, 38. Interview de Yánis Varoufákis, « La Grèce se trouve dans une impasse », *L'Écho*, 5/9/2015.
34. Alexis Tsípras, discours du 5/7/2015.
- 35, 55. *Le Canard Enchaîné*, 26/8/2015.
36. « Tsípras : vu de Bruxelles, un stratège à la légère », *Libération*, 21/8/2015.
43. « Déclaration de sortie de membres de la section locale de Syriza à Paris »,

23/8/2015.

44, 62. Interview d'Alexis Tsípras à la radio Sto Kokkino, 29/7/2015.

45. « Les 13 mensonges de Tsípras et la réalité du troisième mémorandum », Panagiotis Mavroeidis, *Tlaxcala*, 22/8/2015.

47. « Le secrétaire général de Syriza claque la porte », *Le Courrier*, 25/8/2015.

48. Déclaration de Zoe Konstantopoulou, 31/8/2015.

49. « Alexis Tsípras speech at the nationwide SYRIZA conference », *Syriza*, 1/9/2015.

50. Theodore Kollias cité dans « Even Tsípras' speechwriter leaves him », *Iefimeridia*, 30/8/2015.

51. Ioánnis Dragasákis sur les ondes de la radio RealFM, cité par *Greek Crisis*, 8/9/2015.

52. « Athènes est devenu un théâtre de l'absurde », Maria Negreponi-Delivanis, *Le Monde*, 28/8/2015.

54. Alexis Tsípras à la chaîne de télévision Kontra TV, cité par *Enikos*, 3/9/2015.

56. Martin Selmayr, directeur de cabinet du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, sur *Twitter*, 20/8/2015.

57. Marcel Fratzscher, conseiller du ministre allemand de l'Économie Sigmar Gabriel, cité par *l'AFP*, 21/8/2015.

58. Selon la formule de Jean-Claude Juncker, dans *Le Soir*, 22/7/2015.

59. « Alexis Tsípras, bon politique grec, mauvais négociateur européen », *Coulisses de Bruxelles*, 24/8/2015.

61. « Saison finissante », *Greek Crisis*, 8/9/2015.

63. Selon la correspondante à Athènes du *Guardian*, Helena Smith, dans « Greek elections: Alexis Tsipras makes a calculated gamble », 20/8/2015.

Sous les apparences, ce que disent les résultats des élections grecques

Les commentaires vont bon train, suite aux élections grecques du 20 septembre, pour saluer une démocratie exemplaire, un « *message clair* » des électeurs, une « *confiance* » retrouvée, un « *mandat fort* » donné au nouveau gouvernement pour appliquer les mesures d'austérité voulues par les institutions européennes, etc. Ces interprétations des résultats méritent quelques sérieuses nuances. Regardons de plus près...

L'abstention à un niveau record

Le score le plus frappant est celui de l'abstention, comme on le voit bien sur le tableau ci-dessous, qui reprend le résultat des élections législatives grecques depuis le début de la crise en 2009 (et ceux du référendum de juillet dernier). Il n'a jamais été aussi élevé dans ce pays où le vote est obligatoire. À plus de 43%, il grimpe de 6% depuis les élections de janvier dernier et atteint son plus haut niveau depuis la chute de la dictature en 1974. Par rapport au référendum, près de 600.000 personnes en moins se sont déplacées ; près de 700.000 en moins par rapport aux élections de janvier.

Moins de la moitié des électeurs représentés au parlement

Contrastant avec l'enthousiasme du référendum, les Grecs, groguis, ont marqué peu d'intérêt pour cette campagne. Nombreux sont ceux qui ont exprimé leur désarroi, leur lassitude, voire leur dégoût. C'est la troisième fois en huit mois et la sixième fois en six ans qu'ils sont appelés aux urnes pour résoudre une crise qui ne fait qu'empirer. Deux mois plus tôt, leur rejet massif du troisième mémorandum s'est aussitôt transformé

en validation d'un « *plan de sauvetage* » aux termes encore plus durs. Et depuis, le parti de « *gauche radicale* » qu'ils ont élu en janvier a cessé de prétendre mettre fin à l'austérité, ou du moins pas d'ici l'avènement incertain d'une « *autre Europe* ». Aux 43% d'électeurs qui ne se sont pas déplacés pour ce scrutin cadencé dont le principal enjeu était de savoir qui va gérer l'austérité, s'ajoutent ceux qui ont glissé un bulletin non valide (1,26%) ou blanc (1,16%) ; sans oublier que près d'un votant sur dix (6,41% des inscrits) a donné sa voix à un parti resté sous le seuil électoral de 3%. Au final, voici donc la Grèce dotée d'un parlement qui représente moins de la moitié du corps électoral (49,62%).

	Élections 4/10/2009	Élections 6/5/2012	Élections 17/6/2012	Élections 25/1/2015	Référendum 5/7/2015	Élections 20/9/2015
Électeurs inscrits	9.930.717 (100%)	9.949.401 (100%)	9.947.876 (100%)	9.911.495 (100%)	9.858.508 (100%)	9.840.525 (100%)
Électeurs votants	6.856.067 (69,04%)	6.476.745 (65,10%)	6.216.798 (62,47%)	6.330.786 (63,87%)	6.161.140 (62,5%)	5.566.295 (56,57%)
• Votes blancs et nuls	• 186.056 (2,64%)	• 152.649 (2,35%)	• 61.334 (0,98%)	• 149.512 (2,36%)	• 357.153 (5,80%)	• 134.445 (2,42%)
• Votes pour des partis non représentés (sous le seuil des 3%)	• 331.069 (4,83%)	• 1.202.926 (18,57%)	• 368.277 (5,92%)	• 533.089 (8,42%)	—	• 548.515 (9,85%)
Abstentionnistes	3.074.650 (30,96%)	3.625.305 (36,44%)	3.793.937 (38,13%)	3.580.709 (36,13%)	3.697.368 (37,5%)	4.274.230 (43,43%)
Total des électeurs représentés au parlement	6.338.942 (63,83%)	4.968.521 (49,94%)	5.724.328 (57,54%)	5.648.185 (56,99%)	—	4.883.335 (49,62%)
Total des électeurs non représentés au parlement	3.591.775 (36,17%)	4.980.880 (50,06%)	4.223.548 (42,46%)	4.263.310 (43,01%)	—	4.957.190 (50,38%)

« Un mandat fort », vraiment ?

En convoquant ces élections anticipées, Alexis Tsípras avait un but en commun avec les créanciers : [faire oublier le résultat du référendum](#) et donner un vernis démocratique au troisième mémorandum signé contre la volonté des Grecs. Il lui fallait asseoir définitivement son emprise sur Syriza, légitimer son virage centriste et éliminer son aile gauche. Mission réussie. Les Grecs ont voté pour « la stabilité ». En pourcentage, la victoire de Syriza est très nette (35,46%) face au score du second parti, Nouvelle Démocratie (28,10%). Alexis Tsípras pâtit peu de la triste issue de six mois de « négociations » et du départ de son aile gauche. Il ne perd qu'un petit pourcent (et quatre députés) depuis janvier. Mais en nombre de suffrages, c'est 320.000 électeurs qui se sont évaporés de Syriza en huit mois. Son allié, l'Anel (les Grecs Indépendants), réussit de justesse son entrée au parlement mais en voyant son électorat fondre des deux tiers depuis sa création aux législatives de 2012. La coalition Syriza-Anel est reconduite d'une courte tête, mais elle est moins forte que précédemment (155 députés au lieu de 162). L'un dans l'autre, les deux partis du gouvernement représentent tout juste 21,61% des électeurs inscrits. Leur mandat ? Tous deux ont annoncé clairement qu'ils appliqueraient le mémorandum mais en cherchant à en « *adoucir* » les effets. La lutte contre le clientélisme et le pouvoir des oligarques est leur seul thème de campagne sur lequel ils disposent d'un peu de marge de manœuvre par rapport à la tutelle des institutions européennes.

	Élections 4/10/2009	Élections 6/5/2012	Élections 17/6/2012	Élections 25/1/2015	Élections 20/9/2015
--	------------------------	-----------------------	------------------------	------------------------	------------------------

Syriza	315.627 (4,60% des votants)	1.061.282 (16,78% des votants)	1.655.022 (26,89% des votants)	2.246.064 (36,34% des votants)	1.925.904 (35,46% des votants)
Anel	—	670.957 (10,61% des votants)	462.466 (7,5% des votants)	293.329 (4,8% des votants)	200.423 (3,69% des votants)
Gvt Syriza-Anel	—	—	—	2.539.393 (25,62% des inscrits)	2.126.327 (21,61% des inscrits)

Adhésion à l'austérité et rejet du Grexit ?

La gauche favorable à une sortie de l'eurozone ne tire pas profit de la capitulation de Tsípras. De là à en tirer des conclusions sur l'adhésion des Grecs aux exigences des créanciers et sur leur attachement indéfectible à l'euro, il y a un pas que certains franchissent trop rapidement... D'abord, parce que ce récit oublie de noter que tous les partis ayant soutenu le nouveau mémorandum ont perdu des électeurs (en premier lieu To Potami, le chouchou de Bruxelles, mais aussi Syriza, Anel, Nouvelle Démocratie, tous, sauf le Pasok mais cela s'explique par son alliance avec le Dimar) : ensemble, leur perte totalise près de 715.000 voix. Ensuite, parce que si l'Unité populaire n'a pas atteint le seuil nécessaire pour entrer au parlement, il ne lui a manqué que 7.000 voix pour obtenir dix élus. Son résultat (155.242 voix, 2,86%) est proche des tout premiers scores de la carrière de Syriza, ce qui n'est pas rien pour une formation constituée en quatre semaines et qui n'a pas eu beaucoup d'espace dans cette campagne que les médias et instituts de sondages ont cantonnée à un choix entre Syriza et Nouvelle Démocratie (comme à l'époque du bipartisme, sauf que Syriza a remplacé le Pasok), voire à un choix entre deux personnalités, celle du jeune Tsípras et celle plus classique d'Evángelos Meïmarákis. Ainsi, les appels au « *vote utile* » pour barrer la route à la droite ont joué en défaveur des petits partis. Au parlement, seul le KKE (stable avec ses 301.632 électeurs et ses 5,55%) représente une position « de gauche » plus dure envers l'Europe et envisageant une rupture avec l'euro. D'autres partis sont sur une ligne similaire, comme Antarsya (0,85%) ou l'Epam (0,77%), mais ils se sont présentés en ordre dispersé. Ensemble, bien que quasi absents de la représentation parlementaire, ils « pèsent » tout de même environ 10% des votants, soit près d'un million d'électeurs. Et cela, dans le contexte d'élections convoquées en pleines vacances d'été et dans un climat de désillusion, qui n'ont pas été propices au débat sur des sujets comme le nouveau mémorandum et son caractère néo-colonial, la dette et l'opportunité de son remboursement, l'euro et son emprise sur les politiques économiques, etc. Les principaux partis avaient intérêt à mettre ces questions en sourdine, et les médias ne les ont pas amenés sur ce terrain.

Des vainqueurs à la vue courte

Le caractère précipité de ces élections avait aussi pour but de prendre les Grecs par surprise, avant que les mesures anti-sociales votées cet été ne fassent leur effet et avant que de nouvelles réformes, comme celle des retraites, ne soient entérinées. Grâce à cette tactique, le gouvernement Syriza-Anel a sans doute gagné quelques semaines de paix sociale. Mais sa victoire repose sur le rejet et le désaveu exprimé par une majorité de la population envers une situation de déni démocratique et une classe politique qui n'a pas réussi à se défaire de la tutelle européenne. De ce point de vue, les créanciers peuvent être satisfaits. Ils ont réussi à imposer leurs vues à l'ensemble des grands partis grecs. Leur « plan de sauvetage » sera mis en œuvre par un parti de « gauche radicale » euro-compatible, ce qui leur a permis d'envoyer un message fort contre toute tentative d'alternative politique en Europe. Que rêver de mieux ? Sauf que sous les apparences, les vainqueurs d'aujourd'hui sont manifestement assis sur une

poudrière qui va avoir bien des occasions d'exploser.

Gwenaël Breës

(Sources : [Ministère de l'Intérieur grec](#), [Wikipedia](#).)

De quoi Bruxelles est-elle le nom ?

« *En rentrant chez vous, dites bien que nous ne sommes pas des fainéants et des profiteurs* ». C'est à ce genre de propos que peut se heurter celui qui visite la Grèce de nos jours. L'image d'un peuple grec paresseux, se complaisant à vivre aux crochets des honnêtes épargnants et travailleurs des pays du Nord, a été façonnée par l'Union européenne à l'attention de l'opinion publique des pays qui ont endetté la Grèce (officiellement pour venir en aide à sa population, en réalité pour renflouer des banques privées allemandes et françaises). Ces clichés ont des conséquences. Ils nous réduisent, par exemple, à assister médusé au spectacle banal d'un touriste allemand suspectant un réceptionniste grec de ne pas travailler suffisamment, ce dernier grommelant en retour que décidément ces Allemands ont le goût de la domination dans le sang. On nous avait pourtant dit que l'Europe c'était la paix, la réconciliation et la solidarité entre les peuples...

La crise grecque (qui est en fait une crise de l'euro) a suscité des passions inédites à l'égard de cette machinerie ubuesque qui, sous son austère vernis bleu et jaune, n'inspire généralement que la morosité d'un ciel plombé. Si cet épisode a mis en berne le moral de nombreux europhiles, il a au moins permis de mieux cerner les contours du « rêve européen » et de compléter la galerie de portraits de ses Institutions – un véritable musée des horreurs ! On connaissait déjà le visage d'une Commission ignorant le suffrage universel et incarnée par l'architecture opaque de ses immeubles, ou l'allégorie d'un Parlement dont le pouvoir est inversement proportionnel à la taille de son siège bruxellois. On peut désormais y ajouter l'image d'une Banque Centrale et d'un Mécanisme Européen de Stabilité outrepassant leur rôle et leur « neutralité » pour déstabiliser un « partenaire » ; et celle d'un Eurogroupe et d'une Troïka échappant à tout contrôle démocratique.

La novlangue vide les mots de leur sens. Les cris d'effroi suscités par l'annonce du référendum grec confirment ce que nous savions depuis les épisodes de précédentes consultations populaires (France, Pays-Bas, Irlande...) : dans l'Europe des Traités, démocratie et souveraineté ne sont guère plus que des étendards. En s'asseyant sur les résultats retentissants de l'élection puis du référendum grecs, en condamnant à des mesures draconiennes et socialement dévastatrices ce peuple qui a osé voter contre l'austérité, l'UE a transmis son message : une autre Europe n'est pas possible. Bien sûr, il nous sera toujours loisible de voter, manifester ou pétitionner, mais cela ne fera pas dévier d'un pouce la trajectoire tracée par l'oligarchie. De gré ou de force, les mêmes remèdes sont administrés à tous les pays de la zone euro, même si seuls quelques-uns en tirent profit. Équilibre des comptes publics, libre concurrence, privatisation des services publics, flexibilisation du marché de l'emploi, réduction des budgets sociaux : voilà la matrice de ce « projet européen » qui prône l'avènement de l'économicisme et a déjà engendré une génération de politiciens dont le seul horizon est de veiller au respect des critères de convergence et à la gestion rigoureuse des ratios. Et tant pis si, par malchance, c'est à l'opposé du mandat qu'ils ont reçu de leur peuple : on sait maintenant que ceux qui tentent de sortir des clous exposent leur pays à la

persécution économique et à la mise sous tutelle. « *Le Tsipras qui nous revient de Bruxelles n'est pas le vrai, c'est un clone* », ricanent ainsi les Grecs. Ce que « Bruxelles » a fait pour discipliner leur gouvernement, c'est non seulement le laisser cuire à petit feu pendant cinq mois de « négociations » à sens unique, avec en apothéose un marathon de 30 heures de réunion ; mais aussi lui appliquer la technique du « *waterboarding financier* » (selon l'expression de l'ancien ministre Varoufakis) : « *Vous prenez un sujet, vous lui plongez la tête dans l'eau jusqu'à ce qu'il suffoque (en lui coupant les liquidités financières – NDLR) mais vous arrêtez juste avant qu'il meure.* » Et vous recommencez jusqu'à obtenir satisfaction... Résultat, le « plan de sauvetage » de la Grèce ressemble aux châtiments qu'on inflige aux pays colonisés ou vaincus après une guerre : l'UE force un gouvernement de gauche à mettre en œuvre des plans d'austérité qu'aucune coalition de droite n'aurait osé endosser, poussant l'humiliation jusqu'à lui faire annuler les lois « non orthodoxes » qu'il avait eu l'outrecuidance de voter, et transformer son parlement en chambre d'entérinement de textes écrits à Bruxelles ou Berlin... sans que les députés aient le temps de les lire, ni le pouvoir de les amender.

Cette Europe a un nom, c'est « l'Europe de Bruxelles ». Partout sur le continent, dans le langage commun, « Bruxelles » désigne cette usine à directives lobbystico-technocratiques, cette structure autoritaire et autiste qui prend des décisions pour 508 millions d'habitants à coups de sommets sous haute protection, de négociations bilatérales, d'ultimatums et de nuits blanches s'achevant par de pompeuses photos de famille et d'indigestes déclarations destinées à rassurer les marchés. Il n'y a pas que la Grèce et les pays du Sud qui la subissent. Dans la plupart de nos combats, pour défendre la justice sociale, l'environnement, la santé ou les biens communs, nous buttons sur elle. Elle a pris les citoyens en otage et, symboliquement, les Bruxellois plus que d'autres. Voulons-nous vraiment que Bruxelles soit « la capitale » de cette Europe-là ?

Gwenaël Breës

Editorial du n°277 de « [Bruxelles en mouvements](#) », août-septembre 2015

Grèce : six mois pour rien ?

Syriza est arrivé au pouvoir en Grèce le 25 janvier. Six mois plus tard, le parti de la « *gauche radicale* » est au bord de l'implosion. Le 15 juillet, son Premier ministre Alexis Tsipras a fait passer au Parlement, avec les voix de l'opposition, un accord avec l'Union européenne qui renie à la fois son propre programme électoral et le résultat populaire du référendum du 5 juillet. Toutes les « *lignes rouges* » ont été franchies. De plus, les lois votées par Syriza depuis janvier doivent être purement et simplement retirées. Six mois de la vie politique d'un pays sont ainsi balayés. Les « *négociations* » ont finalement renforcé l'emprise des créanciers sur ce qui s'apparente désormais à un protectorat. Que retiennent les Grecs de cette période ? Comment comprendre le basculement fulgurant qui s'est déroulé entre le 5 et le 15 juillet, du référendum au mémorandum ? Une hallucination collective ? Suite du carnet de route de Gwenaël Breës, d'Athènes à Bruxelles.

Le 5 juillet, je publiais dans la revue Ballast [le récit des neuf jours ayant précédé le référendum grec](#). J'y consignais des paroles recueillies au gré de mes déambulations

et de mes rencontres en Grèce, durant cette semaine qui fut un intense moment de démocratie, mais aussi un révélateur de l'état de l'Europe, de la combativité et parfois du désespoir du peuple grec. Des paroles exprimant tantôt la satisfaction qu'une décision de cette importance revînt au peuple, tantôt des critiques sur l'organisation tardive de cette consultation ; tantôt des questionnements sur les multiples interprétations que la question posée laissait ouvertes, tantôt sur le temps trop court alloué à l'information et au débat. Des paroles doutant de l'issue même de ce processus : moment historique, épisode condamné à ne déboucher sur aucune amélioration significative, prémices à une guerre civile ou à la montée en puissance des néo-nazis d'*Aube Dorée*... ? Des paroles décrivant en tout cas l'état de fatigue et d'hallucination des Grecs face au traitement de choc qui leur est administré depuis cinq ans – telle cette phrase, qui titra l'article : « *L'Europe agit comme si elle était en guerre contre les Grecs.* »

Depuis l'issue désastreuse des « négociations » qui suivirent le référendum, ces paroles résonnent à n'en plus finir. Parfois tristement lucides et prémonitoires : « *Les créanciers se fichent de la démocratie ; ils ne veulent que nous maintenir dans un état de colonie endettée et, par la même occasion, tuer dans l'œuf toute alternative progressiste en Europe. Le référendum intervient trop tard : le gouvernement a le couteau sous la gorge et n'a pas préparé de plan B. Le pire serait qu'une majorité pour le « non » aboutisse finalement au même accord que celui qui était sur la table la semaine dernière.* » Je reprends ce carnet de route où je l'avais laissé : au 5 juillet, jour du référendum. Jusqu'au 15 du même mois, jour du vote du troisième mémorandum au Parlement grec, où s'acheva l'ahurissant retournement du pouvoir grec.

L'honneur retrouvé

Dimanche 5 juillet. C'est le jour du vote. À l'ombre d'un arbre, dans la cour d'une école du quartier de Peristeri où défilent depuis ce matin des milliers d'Athéniens, des femmes pensionnées et une professeure d'allemand discutent... L'une d'elles est très remontée ; elle trouve ce référendum stupide et arrivé trop tardivement. Comme beaucoup, elle ne voit pas la réelle différence entre les deux choix proposés. Jetant nerveusement sa cigarette par terre, elle avoue avoir voté « oui » à contre-cœur. À ses côtés, les autres dames ne voient guère la situation plus positivement, mais elles ont toutes voté « non », ne fût-ce que pour le symbole démocratique que porte cet acte, pour signifier leur désapprobation des politiques de l'Europe et leur soutien à la coalition entre Syriza et Anel (les Grecs indépendants) – qu'elles considèrent comme la première, depuis très longtemps, à agir dans l'intérêt du peuple grec. Aucune ne s'aventure à un pronostic : « *Beaucoup de gens pensent « non » mais votent « oui » par peur.* »

Vu de plus près, c'est un vote de classe : environ 70 % pour le « non » dans les quartiers ouvriers et 70 % pour son contraire dans les quartiers de la classe supérieure.

Le sentiment de satisfaction des Athéniens n'en est que plus grand, quelques heures plus tard, lorsque tombent les résultats : le « non » l'emporte dans la totalité des districts électoraux (même dans ceux qui traditionnellement penchent à droite). 61,3 % dans le pays ! Vu de plus près, c'est un vote de classe : environ 70 % pour le « non » dans les quartiers ouvriers et 70 % pour son contraire dans les quartiers de la classe supérieure. Malgré le chantage des institutions européennes, la fermeture des banques, la puissante propagande des médias privés grecs, la déferlante des sondages trompeurs et même les menaces de représailles faites par certains employeurs, la majorité des Grecs n'a pas succombé à la peur du « *saut dans l'inconnu* » qui leur a tant été prophétisé par la plupart des gouvernants et des éditorialistes de toute

l'Europe. Dès avant que les résultats ne commencent à tomber, la place Syntagma ressemble à un studio de télévision géant. Des journalistes du monde entier sont en pleine effervescence, à l'affût de la moindre réaction. Une dame d'une cinquantaine d'années, munie d'icônes de l'Église orthodoxe, en profite pour s'imposer dans le cadre en hurlant : « *Orthodoxie ! Orthodoxie !* » Un clin d'œil au gouvernement allemand et à sa sacro-sainte religion de l'orthodoxie... budgétaire.

Parmi la foule qui afflue spontanément face au Parlement, c'est la fierté qui prime. Celle d'avoir confirmé le résultat des élections de janvier qui ont renvoyé au placard une classe politique corrompue et porté au pouvoir, pour la première fois en Europe, un parti anti-austérité. Celle d'avoir ramené de la politique et de la démocratie dans cette Europe technocratique. Malgré la victoire, seuls les membres de l'Epam, petit parti prônant la rupture avec l'Europe, dansent sur des chansons grecques. Pour le reste, pas d'écran géant, ni de concerts, ni de meeting. Juste un mouvement de foule pour acclamer [Zoé Konstantopoulou](#), la présidente du Parlement (Syriza) qui traverse la place sans gardes du corps. Mais l'heure n'est pas vraiment à la fête. Tout le monde, ici, est conscient que le plus difficile reste à venir. Les premières réactions, très dures, des responsables politiques allemands – sociaux-démocrates en tête – le confirment.



Le plus dur commence demain

Lundi 6 juillet. Le résultat retentissant du référendum provoque une onde de choc en Europe. Et semble être bien accueilli au sein de la population grecque, la nette majorité du vote n'étant pas propice à la division. Un conducteur de bus me dit être à la fois surpris et rassuré par l'importance du « non »... ayant lui-même voté l'inverse, « *pas par amour de cette Europe-là, mais parce que je n'imagine pas la Grèce se débrouiller toute seule pour l'instant. Pourquoi pas, sortir de l'euro ? Mais dans quelques années, quand notre économie sera plus forte.* » Parmi les premiers éléments de langage assénés ce matin par les dirigeants européens revient en boucle l'argument selon lequel une démocratie de la zone euro ne peut imposer ses vues à dix-huit autres démocraties. « *Sauf que, dans aucun de ces pays, la population n'a eu l'occasion de se prononcer par référendum sur les politiques d'austérité* », souligne-t-il, narquois.

« *Je pense que Tsipras a une stratégie* », me dit par ailleurs une amie grecque. Une opinion largement partagée ici, et qui veut qu'un « *compromis honorable* » est atteignable, comme l'a annoncé le Premier ministre. « *C'est un jeu* », ajoute-t-elle pour résumer ces obscures et interminables tractations bruxelloises dans lesquelles la Grèce tente d'imposer un rapport de force depuis presque six mois. Les déclarations exaspérées du président du Conseil européen (« *The game is over.* »), du Premier ministre belge (« *La récréation est finie.* ») et avant eux de la directrice générale du FMI (« *L'urgence est de rétablir le dialogue, avec des adultes dans la pièce.* »), confirment l'incapacité des créanciers, en particulier les gardiens du « *projet européen* », à

dépasser l'horizon du « *gouvernement par les ratios* » (selon l'expression de l'économiste Frédéric Lordon) et à voir toute tentative d'y ramener du politique comme autre chose qu'une lubie d'adolescents. Un jeu dans lequel la population grecque ne voit pas clair. Et encore moins lorsque l'on passe en revue les signes contradictoires émis par ses dirigeants. Depuis la victoire de Syriza aux élections de janvier, l'équipe Tsipras n'a pas proclamé de moratoire sur la dette, dont elle a au contraire payé les différentes échéances – continuant à vider les caisses d'un État au bord de la faillite (et notamment les budgets sociaux). En signant un premier accord-cadre avec ses créanciers, le 20 février, elle n'a pas non plus respecté son engagement de rompre avec la logique des mémorandums et de la Troïka : tout au plus a-t-elle obtenu que l'on change le nom de « mémorandum » en « plan d'aide », de « Troïka » en « Institutions » et de « créanciers » en « partenaires ».

« Ce référendum a changé la donne, les positions se sont cristallisées, des masques sont tombés. Plus rien ne sera comme avant, la politique et la volonté populaire ont repris le dessus. »

« *Il ne faut pas sous-estimer le fait que ce gouvernement est tout jeune et inexpérimenté. Ça ne fait même pas six mois qu'ils sont là. Ils ont été naïfs face aux créanciers et c'est la raison de ces circonvolutions* », insiste une libraire du quartier d'Illissia qui affiche un grand « *oxi* » (« non ») dans sa vitrine. « *Mais pas besoin d'être statisticien ou sociologue pour comprendre que le « non » exprime surtout un refus catégorique de nouvelles mesures d'austérité !* » Et d'ajouter que l'organisation du référendum en elle-même, comme l'a d'ailleurs déclaré Tsipras, « *est l'aveu que son approche trop douce ne menait à rien, que les négociations n'étaient qu'une farce, un exercice de chantage. Maintenant, ce référendum a changé la donne, les positions se sont cristallisées, des masques sont tombés. Plus rien ne sera comme avant, la politique et la volonté populaire ont repris le dessus.* » Mais les premiers actes du gouvernement donnent l'étrange sensation qu'il a interprété la victoire du « non » comme une consécration du « oui ». Hier soir, Tsipras s'est exprimé tardivement à la télévision après l'annonce des résultats, soulignant n'avoir pas reçu de mandat pour sortir de l'euro, que telle n'était pas la question posée, mais (paradoxalement) qu'il avait entendu la réponse du peuple : « *pas de rupture* » avec l'Europe. Dans la foulée, le président français l'a appelé pour lui dire : « *Aide-moi à t'aider.* » Et, ce matin, Tsipras s'est réuni avec les leaders de l'opposition grecque, ceux qui ont défendu le « oui », pour esquisser une sorte d'union nationale avant de tenter la relance d'un *round* de négociations avec les institutions européennes.

Enfin, on apprend ce matin la « *démission* » du ministre des Finances [Yanis Varoufakis](#), connu pour être détesté des créanciers et pour avoir écrit de tranchants articles sur la question de l'euro. Une décision étonnante : Varoufakis avait déclaré qu'il quitterait ses fonctions en cas de victoire du... « oui ». La version officielle veut que sa démission ait été demandée par les créanciers, qui ne le supportaient plus. « *Beaucoup de gens apprécient Varoufakis, mais il en énerve beaucoup d'autres et ne fait pas l'unanimité au sein du parti : c'est un atypique, un électron libre* », me dit un militant de Syriza. « *Sa démission est plus une affaire interne à Syriza qu'un cadeau fait aux créanciers* », croit-il savoir. On apprendra, quelques jours plus tard, que son départ s'est joué sur une divergence entre lui et Tsipras quant à l'approche à avoir dans les nouvelles négociations. Varoufakis racontera être arrivé galvanisé par le résultat du référendum dans le bureau du Premier ministre, où ses collaborateurs et lui-même affichaient, au contraire, de bien sinistres mines.



Attentisme

Mardi 7 juillet. Dans la presse française, un conseiller du gouvernement grec sort de sa réserve et lance **un cri d'alarme** : « *Il faut faire savoir au monde entier que l'eurozone est en train de commettre un crime contre l'humanité.* » Sous couvert d'anonymat, il témoigne de la stratégie d'étouffement économique mise en place méthodiquement par l'**Eurogroupe** depuis le début des négociations, en janvier, mais aussi de ses désaccords sur la façon dont le gouvernement grec a négocié, privilégiant toujours la voie de la raison et de la discussion avec les Européens. « *Mais dans ces discussions, c'était toujours le gouvernement qui faisait les concessions, qui se rapprochait de la Troïka, sans qu'eux [les Européens] ne fassent le moindre mouvement vers nous.* » Et c'est parti pour un nouveau round de négociations, présenté, une nouvelle fois, comme celui de la dernière chance... « *Le gouvernement veut amener l'Europe à une véritable négociation politique, pas seulement une discussion économique ou technique* », me dit le tenancier d'un kiosque de la place Omonia pour expliquer l'arrivée du nouveau ministre des Finances à la réunion de l'Eurogroupe sans nouvelle proposition écrite, contrairement aux demandes émises hier soir par le duo Hollande-Merkel.

À Exarcheia, Yannis Youlountas, réalisateur du film **Ne vivons plus comme des esclaves** et animateur d'un **blog** sur la Grèce, estime pour sa part que « *la stratégie du gouvernement grec est complexe, donc pas toujours compréhensible, d'autant qu'ils ne communiquent pas suffisamment. Il y a ce qui est dit et ce qui n'est pas dit.* » Il n'a pas compris, par exemple, la lettre envoyée la semaine dernière par Tsipras aux créanciers, dans laquelle il demandait un nouveau prêt tout en acceptant leurs conditions... et cela, au moment même où il menait campagne pour dire « non » à ces propositions (ce jour-là, la rumeur circula que Tsipras allait annuler le référendum). « *Il s'agissait peut-être de prouver la mauvaise foi des créanciers* », se demande Yannis. « *La prise de risques fait partie de ce gouvernement. Mais Syriza n'a jamais beaucoup investi les quartiers, à part leur contribution au développement des dispensaires médicaux (il en existe cinquante, en Grèce). Et c'est vrai que depuis qu'ils sont au gouvernement, ils ont fait moins de débats et d'assemblées.* »

« Il faut bien se rendre compte qu'il n'y a pas eu autant de forces contre un gouvernement en Europe depuis 1945. »

Youlountas fait partie de ces libertaires qui ont voté au référendum (« *parce qu'il s'agissait d'un vote non électif, qu'on n'était pas piégés entre deux solutions et que le résultat était propice à créer un trouble dans le capitalisme* ») et sont favorables aux relations avec la « vraie gauche ». « *Je suis convaincu que le pouvoir corrompt, mais pas forcément que tous les gens qui ont du pouvoir sont immédiatement corrompus. Syriza n'est pas un parti de gauche radicale ; ils représentent simplement une vraie*

gauche » à laquelle on n'est plus habitué dans d'autres pays parce qu'elle a été remplacée par les sociaux-démocrates. Une vraie gauche sur laquelle il porte un regard critique mais bienveillant. « *Au niveau économique, ils n'ont encore eu ni le temps ni les marges de manœuvre nécessaires pour appliquer quoi que ce soit. Il faut bien se rendre compte qu'il n'y a pas eu autant de forces contre un gouvernement en Europe depuis 1945. Leurs premières mesures sont maigres, mais vont dans le bon sens : la gratuité de l'eau, l'aide médicale d'urgence, le rétablissement de l'électricité pour ceux qui n'y avaient plus accès, l'aide aux réfugiés, l'abolition des prisons de haute sécurité, l'amélioration des conditions de détention des prisonniers politiques, même si la plupart de cela a été obtenu grâce à des luttes, parfois intenses, surtout le fait des anarchistes d'Athènes qui ont occupé les locaux de Syriza et qui ont même organisé une action au parlement... C'est un État moins punitif, plus social qu'avant, qui fout un peu la paix aux gens... pour l'instant !* »

L'arrivée d'une « *vraie gauche* » au pouvoir a créé une situation inédite pour les mouvements sociaux, et notamment dans le quartier d'Exarcheia (qui se trouve être, de longue date, l'épicentre des soulèvements populaires). C'est ici que les étudiants de l'Université polytechnique, rejoints par les ouvriers, s'étaient soulevés contre la dictature des colonels en 1973 ; ici qu'ont démarré les émeutes de 2008, après la mort d'Alexis Grigoropoulos, un adolescent tué par la police ; ici que fleurissent les initiatives d'autogestion, de démocratie directe et de solidarité pour résister à la crise. « *Depuis l'élection de Syriza en janvier, c'est moins un moment d'action qu'un moment pour regarder, expérimenter, analyser...* »

Mercredi 8 juillet. Quelques jours après l'effervescence populaire liée au référendum, la politique semble être redevenue uniquement affaire de politiciens. Plus d'assemblées, de manifestations, de distributions de tracts, ni même de discours télévisés. C'est l'attentisme : « *On verra* » et « *On attend* » sont des mots qui reviennent régulièrement dans la bouche des Athéniens, mi-confiants mi-dubitatifs, avec qui j'échange... Comme si tout se passait désormais à Bruxelles et à Strasbourg, où Tsipras fait aujourd'hui un **discours** devant le Parlement européen et y tient des propos qui semblent assurer les Grecs que leur « *oxi* » est désormais porté au sein des institutions européennes.

« Pendant les premières années qui ont suivi l'entrée dans la zone euro, on a vécu au-dessus de nos moyens. Chacun pensait à avoir sa voiture et son petit bureau. Maintenant, les gens sont moins carriéristes, moins matérialistes. La politique est sur toutes les lèvres. »

Retour à Exarcheia. Marietta me fait visiter Nosotros, un centre social où se retrouve le mouvement anti-autoritaire créé suite au contre-sommet du G8 de Gênes, en 2001. Ici se multiplient les initiatives d'organisation alternative de luttes et de solidarité : assemblées, cours de langues pour réfugiés, cuisine à bas prix, débats, concerts... « *Avant la crise, les Grecs ne voyaient pas leurs voisins, ils étaient plus auto-centrés, moins patients. Les fonctionnaires ne s'intéressaient pas à servir le public. Depuis, les gens sont devenus moins égoïstes.* » La crise a provoqué un changement de mentalité, comme le disait hier mon amie Elisavet en rentrant du potager autogéré auquel elle participe : « *Pendant les premières années qui ont suivi l'entrée dans la zone euro, on a vécu au-dessus de nos moyens. Chacun pensait à avoir sa voiture et son petit bureau. Maintenant, les gens sont moins carriéristes, moins matérialistes. La politique est sur toutes les lèvres. Il y a davantage d'ouverture d'esprit et d'intérêt pour l'autonomie énergétique, l'économie solidaire ou pour la décroissance, par exemple.* » Marietta acquiesce. Depuis que son salaire d'interprète a été raboté et ne lui a plus permis d'assurer un minimum vital, elle-même a fait le choix de diminuer ses besoins et de chercher une autre manière de vivre, en s'impliquant dans des projets collectifs et

autogérés. « Avec la crise, le taux de suicide a fortement augmenté. Il y a même eu un pensionné de 70 ans qui s'est tué à coup de revolver sur la place Syntagma. Quand on voit ça, on ne peut qu'être plus conscient de la douleur des autres. Alors quand Syriza a émergé, c'était une occasion historique. Beaucoup de gens, même parmi les anarchistes, voulaient voir la différence et ont voté pour eux. On les connaît bien : certains membres de Syriza habitent Exarcheia ou y militaient avant d'entrer au gouvernement. On a des liens avec eux, on discute, mais on reste très critiques. Ils travaillent beaucoup en faveur de la justice sociale, mais ils ne veulent pas d'une vraie rupture avec le système, pas même avec les multinationales. Ils ont une tendance à vouloir tout contrôler et sont guidés par la peur de tout perdre. Et parce qu'ils ont peur, ils ne sortiront pas de l'euro. Nous, on a appelé à voter « non » au référendum, mais à nos yeux la question n'est pas de choisir entre l'euro et la drachme. On est contre la monnaie comme moyen de régir les échanges ; on est pour le troc, les réseaux d'échange. On a dit « non » à la vente des biens communs, à la dégradation de nos vies. On veut prendre le contrôle de nos vies, pas l'assigner à quelqu'un d'autre. »



Un oui pour un non

Jeudi 9 juillet. Un traducteur polyglotte et francophile qui, malgré son âge, ne bénéficie plus d'aucune pension depuis une décision du précédent gouvernement, est attablé dans une petite taverne bulgare de Metaxourgio, un quartier populaire du centre d'Athènes. Il n'a pas voté dimanche, du fait de ses difficultés à se déplacer, mais suit la situation de près et se délecte de la victoire du « non ». Il vient d'entendre à la radio que la France est en train d'aider la Grèce à rédiger les propositions qui seront discutées ce week-end à Bruxelles. Des fonctionnaires de Bercy sont arrivés à Athènes hier soir. Il y voit l'espoir qu'un rapport de force favorable à la Grèce se dessine enfin : « La France a une tradition démocratique. C'est l'un des seuls pays qui a dit qu'il fallait tenir compte du choix des Grecs. » Dans la chaleur étouffante et le vacarme urbain, je ne sais plus que penser. Un peu las de la situation, je décide de quitter la Grèce, non sans prendre d'abord l'après-midi pour visiter le Musée de l'Acropole. En traversant le quartier immigré de Psiri, j'ai soudain la sensation d'être dans une ville pauvre d'Asie. À deux pas de là, Monastiraki offre le visage d'un tout autre Athènes, rempli de touristes, de boutiques de souvenirs, de restaurants et de cafés branchés, dans lequel la crise refait toutefois irruption par le biais d'une distribution de nourriture pour les sans-logis.

« Tout ça pour ça ! », s'étrangle un chauffeur de taxi qui a découvert avec stupéfaction ce matin le contenu des propositions soumises hier soir par leur Premier ministre aux créanciers de la Grèce.

Vendredi 10 juillet. « Tout ça pour ça ! », s'étrangle un chauffeur de taxi qui a

découvert avec stupéfaction ce matin le contenu des propositions soumises hier soir par leur Premier ministre aux créanciers de la Grèce. C'est la volte-face. Les propositions sont sensiblement identiques à celles que Tsipras avait refusées le 26 juin, parce qu'elles dépassaient les « *lignes rouges* » de Syriza, et contre lesquelles il a organisé le référendum ! La césure apparaît désormais clairement entre le « *oxi* » populaire et ce qu'en a fait le gouvernement. Voilà donc en quoi consistait l'aide française à la Grèce : aider Tsipras à s'asseoir sur le résultat du référendum pour rendre ses demandes euro-compatibles. À la radio, des dirigeants européens saluent « *le sérieux* » des propositions. Sur les plateaux des télévisions privées grecques (celles qui avaient mené campagne sans vergogne pour le « oui »), les commentateurs applaudissent. Entre les discours de Tsipras pendant la campagne du référendum et ce qu'il propose, l'écart est abyssal.

Soudain, les pièces du puzzle commencent à s'assembler et à faire sens... Le référendum n'était-il donc qu'un acte désespéré dont les initiateurs n'avaient pas anticipé la réaction féroce qu'il provoquerait chez « *les partenaires* » (la coupure des liquidités et donc la fermeture des banques) ? Un vulgaire coup de poker, une tactique visant à conférer plus de poids aux négociateurs grecs et qui s'est fait dépasser par l'élan populaire ? Un sondage géant dont l'intention n'a jamais été de faire respecter le choix de la population ? Le courrier de Tsipras aux créanciers en pleine campagne référendaire était-il une sincère proposition de reddition que ses homologues européens n'ont pas voulu saisir ? Tsipras aurait-il préféré une courte victoire du *non*, voire une victoire du *oui*, qui lui aurait permis de se poser en rassembleur du peuple et de ne pas avoir à faire de grands écarts – ce qui expliquerait les visages sombres décrits par Varoufakis au soir des résultats ? Dans une interview, celui-ci dira d'ailleurs : « *Le référendum nous a donné une impulsion formidable, qui aurait justifié le type de réponse énergique que je préconisais contre la BCE, mais (...) le gouvernement a décidé que la volonté du peuple, ce 'non' retentissant, ne devrait pas constituer l'impulsion pour adopter cette approche énergique.* » En traversant Athènes vers la gare routière de Kifissos, des centaines d'affiches et de graffitis défilent sous mes yeux, recouvrant la ville du victorieux *oxi*. Dans le bus vers le port de Patras, je repense à toutes ces paroles entendues qui pointaient le flou de la question posée, la difficulté de percevoir un réel choix. Je repense à ce sentiment de dignité, de confiance et d'honneur que les Grecs semblaient avoir commencé à retrouver depuis l'élection de Syriza, et malgré une situation économique dont ils savent qu'elle n'est pas prête de s'améliorer. Quel gâchis. Je quitte la Grèce sur un bateau rempli de groupes de touristes allemands et italiens. La crise grecque ne fait pas partie des discussions.



Chute vertigineuse

Samedi 11 & dimanche 12 juillet. Entre deux gares italiennes, je tente de suivre ce qui se passe au sommet de Bruxelles. Mais, entre l'annonce d'un accord imminent et les annonces de probable rupture des négociations, les médias sont dépassés par les

événements. Au retournement de Tsipras s'est ajouté celui de l'Allemagne, qui semble à présent favoriser une sortie de la Grèce de la zone euro, sous prétexte de ne plus faire confiance aux Grecs depuis le référendum. Sur une radio francophone, j'entends furtivement l'interview d'une responsable de To Potami (La Rivière, parti centriste d'opposition) qui parle telle une porte-parole de Tsipras dont elle loue « le réalisme ». Au sein même de Syriza, de son groupe parlementaire et des membres du gouvernement, la crise est ouverte. Sur les réseaux sociaux, différents groupes de soutien à Syriza affichent un encéphalogramme plat. Sonnés par la reddition de Tsipras, que beaucoup considéraient comme une sorte de héros, les internautes restent cois.

Lundi 13 juillet. Les dirigeants et éditorialistes qui traitaient, il y a une semaine encore, Alexis Tsipras de « *démagogue* », « *pyromane* », « *populiste* » et autre « *maître chanteur* », l'ont érigé aujourd'hui en « *homme d'État* », « *responsable* » et « *courageux* ». Que fallait-il donc faire pour gagner ces galons et entrer par la grande porte dans le petit club des Grands de l'Europe ? Se dédire, tout simplement. Mais pas qu'un peu... Renoncer, totalement, plus fort et plus vite qu'aucun gouvernement ne l'a peut-être jamais fait en temps de paix. Le « *tournant de la rigueur* » de Mitterrand en 1983 (deux ans après l'arrivée des socialistes au pouvoir en France) n'est rien à côté de ce franchissement de toutes les « *lignes rouges* » de Syriza : réduction des retraites, limitation des impôts des entreprises, travail du dimanche, détricotage des droits syndicaux, mesures concernant la propriété des pharmacies ou la concurrence entre boulangeries... Sans oublier l'augmentation de la TVA sur des produits alimentaires et de première nécessité (îles comprises, jusqu'alors épargnées pour compenser le coût de transport des marchandises) – **au hasard** : la TVA passera de 13 à 23 % sur les préservatifs, le sel et l'eau de mer, la viande de bœuf (mais pas le porc), les brochettes (mais pas sans sel), le sucre (mais pas les yaourts sucrés), les huiles (mais pas d'olive), le fromage râpé (mais pas au kilo)... Bref, tout ce que la gouvernance européenne sait produire de plus ubuesque et indigeste. Elle va appliquer à la société grecque, après cinq ans de chômage massif et de coupes budgétaires sociales, une nouvelle dose de cheval de ses « *remèdes* » qui ont pourtant déjà largement prouvé leur caractère inepte et néfaste. En forçant le gouvernement grec à prendre des décisions qui ne sont pas seulement « *impopulaires* » mais inhumaines, injustes, désespérantes et ravageuses dans un pays déjà ruiné par six années de récession.

Le « *tournant de la rigueur* » de Mitterrand en 1983 (deux ans après l'arrivée des socialistes au pouvoir en France) n'est rien à côté de ce franchissement de toutes les « *lignes rouges* » de Syriza.

Les « partenaires » européens étaient d'emblée assurés de leur victoire. Par leur supériorité, leur chantage au Grexit désordonné et leur stratégie d'asphyxie financière de la Grèce. Mais ils ont aussi bénéficié de la volonté sans faille de Tsipras de rester dans le carcan de l'euro. Ils ne se sont pas contentés des concessions faites de son plein gré par le Premier ministre grec, et qui suscitaient déjà la colère et le désarroi dans sa population : ils ont poussé l'humiliation et la soumission à des extrêmes que personne n'avait osé imaginer. Obliger le gouvernement Syriza à appliquer un programme situé aux antipodes de celui qui l'a fait élire, mais aussi à renier et annuler les lois qu'il a votées depuis six mois. Dépecer l'État grec en relançant les privatisations et la quasi expropriation des biens publics (îles, plages, sources thermales, aéroports, chemins de fer, ports, stades...). Organiser sa mise sous tutelle comme un protectorat, transformant le gouvernement en simple fondé de pouvoir des créanciers et le parlement en chambre d'entérinement de décisions prises dans d'autres capitales. Et en échange ? La Grèce reçoit, du bout des lèvres, une vague promesse de discuter de sa dette. Plus tard.

Voilà, en résumé, à quoi ressemble le « *compromis d'accord* » signé dans la nuit de dimanche à lundi, après plus de trente heures de discussions au sein de l'Eurogroupe, puis du sommet des chefs d'États. Il fallait faire payer aux Grecs le référendum et son résultat. Se servir d'eux comme exemple pour montrer qu'aucune alternative politique n'est envisageable dans le cadre européen. Voilà à quoi nos chers dirigeants, fiers d'avoir « *sauvé l'euro* », ont passé leur week-end.



TINA is back?

Mardi 14 juillet. Il y a deux semaines, une habitante de l'île d'Ikaria à qui j'expliquais m'apprêter à rejoindre Athènes pour suivre de plus près la campagne du référendum, me lança avec un grand sourire : « *Tu vas vivre un événement aussi important que la chute du Mur de Berlin.* » Tu parles. En terme d'accélération des rapports de force, elle n'avait pas tort sur la portée de l'événement. Ni elle ni moi, cependant, ne pouvions imaginer qu'il déboucherait sur un déni de démocratie et de souveraineté aussi patent, sur une victoire aussi étourdissante de TINA (« *There is no alternative.* »). En repensant à l'esprit qui animait les Grecs il y a encore quelques jours, je commence à mesurer l'ampleur du retournement de situation qui vient de se produire. Je téléphone à Pandelli, un Athénien avec qui j'ai eu de longues discussions, dans l'espoir qu'il m'aide à comprendre. Mais, encore abasourdi, il n'a pas de mots. Cauchemar, douche froide, coup de massue à vous laisser KO debout, déconfiture absolue... comment qualifier l'effet que nous fait ce qui vient de se produire ? Pour une fois, Pandelli n'est même pas sarcastique. Il dit qu'il ne s'agit plus seulement de *diktats* et de chantage, mais de coup d'État. « *Ce qu'ils ont fait à Bruxelles, c'est une tentative d'assassinat politique contre Syriza. Ils ont menacé notre économie d'une mort subite ; on n'y aurait pas survécu. Tsipras n'avait pas d'autres choix que d'accepter leurs conditions. Il faut continuer à le soutenir, sinon ils gagnent sur toute la ligne et on referme, comme ils le souhaitent, la « parenthèse de gauche ».* » Pandelli doit raccrocher ; je n'ai pas le temps de lui répondre mais je crains qu'il m'ait répété quasi mot pour mot l'argumentaire déployé depuis hier par le cabinet Tsipras. S'il n'y avait pas d'alternative, pourquoi s'être présenté aux élections pour en porter une et pourquoi avoir demandé aux Grecs de se prononcer par référendum ?

« Comme si le référendum avait été une sorte d'hallucination collective qui, soudainement, avait pris fin, nous laissant poursuivre ce que nous faisions auparavant. »

Tout le monde ne rejoint pas l'avis de Tsipras, notamment dans les rangs de Syriza et de sa Plateforme de gauche. Stathis Kouvelakis, membre du Comité central de Syriza, *écrit* : « *Comment un « non » fracassant au mémorandum de la politique de l'austérité peut-il être interprété comme un feu vert à un nouveau mémorandum ? [...] Le sentiment*

d'absurdité n'est pas le simple produit de ce retournement inattendu. Il est avant tout provoqué par le fait que tout ceci se déroule sous nos yeux 'comme s'il ne s'était rien passé', comme si le référendum avait été une sorte d'hallucination collective qui, soudainement, avait pris fin, nous laissant poursuivre ce que nous faisons auparavant. [...] Mais le référendum a bien eu lieu. Il ne s'agissait pas d'une hallucination dont chacun serait revenu depuis. L'hallucination, au contraire, règne plutôt du côté de ceux qui tentent de ravalier le référendum à une sorte de « défouloir » provisoire n'ayant interrompu qu'un temps l'avancée vers un troisième mémorandum. »

« Notre principale erreur ? Avoir mal mesuré leur volonté de nous détruire », déclare un ministre grec. Mais, en agissant comme si le « oui » l'avait emporté, puis en signant l'accord avec l'Union européenne qui transforme une majorité politique anti-austérité en cheval de Troie du mémorandum le plus violemment austéritaire, Tsipras pouvait-il ignorer qu'il scellait en même temps l'éclatement de son propre camp, précipitant son gouvernement dans les bras du centre et de la social-démocratie ? Pour d'aucuns, le rassembleur de la gauche grecque est devenu son fossoyeur. « J'avais surestimé la puissance du juste droit d'un peuple », confesse-t-il en soirée à la télévision publique grecque. « J'ai cru que cette Europe pouvait être changée, que le droit pouvait primer sur les intérêts des banques. Nous étions seuls, face à tout le système financier mondial. La vérité, c'est que cet accord a été imposé de manière cruelle. Mais c'est pour eux une victoire à la Pyrrhus, qui finira par se retourner contre eux. Durant cinq mois, nous avons semé des graines de démocratie et de dignité, elles finiront par fleurir. Les fissures dans le mur de l'austérité sont là, il ne résistera pas. »

Les négociateurs grecs se sont mis eux-mêmes la corde autour du cou en se rendant à Bruxelles, six mois durant, avec pour seules armes des arguments rationnels, de bonnes intentions et une volonté affichée de rester dans l'euro à tout prix.

On aimerait y croire. Mais, même pour ceux qui gardent confiance en Tsipras, toujours largement considéré en Grèce comme quelqu'un d'honnête et sincère, l'impréparation et la naïveté de son équipe sont apparues au grand jour. Les négociateurs grecs se sont mis eux-mêmes la corde autour du cou en se rendant à Bruxelles, six mois durant, avec pour seules armes des arguments rationnels, de bonnes intentions et une volonté affichée de rester dans l'euro à tout prix – et de n'avoir donc pas préparé de plan B. « *Persuader* » et « *convaincre* », telle était l'ambition de Tsipras. Cette démarche parfaitement respectable sur le plan moral ne tenait toutefois pas compte des réalités politiques et des rapports de forces au sein de l'Europe. Et plutôt que de se retrouver à discuter avec des « *partenaires* » partageant des valeurs démocratiques communes, les négociateurs se sont confrontés à de froids calculateurs aux méthodes prédatrices qui les ont (mal)traités comme de mauvais élèves n'ayant pas respecté les règles inscrites dans le marbre des traités, aussi absurdes et inégalitaires soient-elles. Varoufakis dira avoir été stupéfait par cette « *absence totale de scrupules démocratiques, [...] d'avoir des personnages très puissants qui vous regardent dans les yeux et disent : « Ce que vous dites est vrai, mais nous allons vous broyer quand même. » »* Le plus incompréhensible reste que, pendant six mois, l'équipe Tsipras a ainsi encaissé les coups sans jamais les rendre ni changer de stratégie. Un internaute se risque à cette sentence : « *Si l'on se place strictement du point de vue du résultat, mieux valait signer directement les propositions de la Troïka qui étaient sur la table en janvier. Elles étaient très mauvaises, mais bien moins pire que le nouvel accord. Et, au moins, on aurait évité ces mois d'incertitudes économiques, à voir le piège monétaire se refermer sur nous et à subir aujourd'hui cette vengeance pour avoir organisé le référendum. »*



Nouvelles de la colonie...

Mercredi 15 juillet. Tout juste rentré à Bruxelles, je me rend à la manifestation organisée (comme dans de nombreuses villes européennes) contre « l'accord » entre la Grèce et ses créanciers. L'ambiance est plombée. Colère, incompréhension et tristesse règnent parmi les quelques centaines de manifestants. Des engueulades éclatent entre ceux qui dénoncent une trahison sans précédent et ceux qui affirment qu'il s'agit plus que jamais de soutenir Syriza. Mais quel Syriza soutenir ? Le parti de la « gauche radicale » ressemble désormais à un conglomérat de tendances divisées entre celles qui appellent à « la responsabilité » et celles qui refusent le chantage européen. Ce soir, le Parlement grec doit valider l'accord. Ou, plus exactement, cette nuit : les dirigeants européens ont aussi conditionné leur aide au fait que le premier paquet de mesures soit voté dans les trois jours. Un temps record, qui ne permet évidemment pas que les parlementaires prennent correctement connaissance des textes signés à Bruxelles, ni qu'un débat de fond ait lieu. D'autres pays européens ont pris des années pour faire passer de telles mesures. Par exemple, la révision du Code de procédure civile, qui signifiera notamment la multiplication des expulsions de ménages n'ayant pas pu s'acquitter de leur taxe d'habitation, doit être adoptée la semaine suivante (ce jour-là, les députés recevront les 970 pages de lois vingt-quatre heures avant le vote). Une procédure d'urgence que Syriza a toujours vertement critiquée lorsqu'elle était utilisée par les précédents gouvernements et qui destitue d'autant plus le parlement de son rôle et de sa fonction qu'elle se déroule dorénavant « sans la possibilité d'introduire le moindre amendement ».

Colère, incompréhension et tristesse règnent parmi les quelques centaines de manifestants. Des engueulades éclatent entre ceux qui dénoncent une trahison sans précédent et ceux qui affirment qu'il s'agit plus que jamais de soutenir Syriza.

À quelques heures du vote, les manœuvres vont bon train entre l'équipe Tsipras et les éléments de sa majorité appelant à voter contre l'accord. Les cas de conscience se multiplient. Deux ministres ont annoncé leur démission. La majorité des sections locales de Syriza et des membres de son Comité central s'oppose à la décision du Premier ministre. Celui-ci, après avoir renié la totalité de son programme et avalé toutes les couleuvres européennes, s'accroche au pouvoir. Il refuse de retirer son plan et même de réunir le Comité central de Syriza avant l'accord (comme il s'y était pourtant engagé), menaçant au contraire de convoquer des élections s'il n'obtient pas le soutien des parlementaires de son parti, d'exclure les « frondeurs » qui oseraient voter « non ». Bien loin des postures *rooseveltiennes* prises il y a une semaine à peine, le chef d'État qui s'affichait comme l'un des derniers défenseurs de la démocratie se montre sous un autre jour. « *La liberté demande de la vertu et de l'audace. [...] Quoi qu'il arrive, nous sommes victorieux. Nous serons victorieux. La Grèce a vaincu. La démocratie a vaincu. Le chantage et les menaces ont été défaits.* » Ainsi s'adressait Tsipras, le 5 juillet, à

100 000 personnes réunies devant la Vouli (le Parlement). Aujourd'hui, une partie de ceux-là sont redescendus en rue pour manifester leur colère. Pour la première fois depuis l'arrivée de Syriza au pouvoir, les services publics sont en grève. Aux alentours de Syntagma, des affrontements éclatent. Les forces spéciales de police (MAT), que Syriza avait promis de dissoudre et qu'on ne voyait plus en rue depuis janvier, refont leur apparition et chargent brutalement les manifestants.

À l'intérieur de la Vouli en état de siège, le débat ressemble à un psychodrame. Le nouveau ministre Finances, [Euclide Tsakalotos](#), se prend la tête dans les mains. « *Je ne sais pas si nous avons fait le bon choix* », dit-il pour convaincre ses collègues de voter l'accord. La présidente du parlement, Zoé Konstantopoulou, a refusé de présider la séance afin de retrouver son statut de simple députée et de prononcer un long [plaidoyer](#) contre l'accord : « *Il n'y a aucun doute que le gouvernement agit sous la contrainte, que le Premier ministre a subi le chantage le plus cruel et le plus impitoyable, avec, comme outil de chantage, la survie de son peuple. Et il n'y a aucun doute que si ce chantage est ratifié ce soir, rien n'empêchera sa répétition, non seulement contre nous, mais aussi contre d'autres peuples et d'autres gouvernements.* » Dans la nuit, l'accord est approuvé avec les voix des partis de droite et du centre, qui exultent. Un internaute grec note que les 61,31 % de la population qui a voté « non » au référendum n'a été représentée que par 21,40 % des députés : 38 « frondeurs » de Syriza (ils étaient 17, vendredi, à voter contre la proposition de Tsipras), les communistes du KKE et les néo-nazis d'Aube Dorée. Il n'a échappé à personne que, dans leurs interventions, les élus d'Aube Dorée se sont emparés d'un discours économique de gauche que le gouvernement aura dorénavant bien du mal à tenir.



Été réactionnaire, automne révolutionnaire ?

Commentaires, critiques, analyses et spéculations : c'est l'heure de tirer des leçons. L'abondante littérature qui surgit de toutes parts (économistes, politiques, militants, citoyens ou organisations du monde entier) contribue à la compréhension de ce qui s'est passé et marque des positionnements, parfois hâtifs et émotionnels. Certains refusent de parler de *capitulation*, développant notamment des théories selon lesquelles il ne s'agirait que d'un épisode d'une stratégie cachée visant à sortir *in fine* de l'euro. D'autres fustigent « *les donneurs de leçons* » qui affirment que tout était prévisible – la critique est trop facile depuis un fauteuil. « *Les analystes non-grecs de la crise grecque* » sont appelés à être plus humbles, surtout ceux qui se soucient davantage de l'importance symbolique d'une victoire de la gauche en Europe que de la survie concrète des Grecs et de leur économie. L'espoir mis en Syriza était manifestement énorme, y compris à travers toute l'Europe, où les mouvements de solidarité ont été importants (même si les Grecs n'en ont eu connaissance que via Internet, la télévision publique et quelques journaux pro-gouvernement) et sans doute propices à grandir. La leçon n'est pas seulement bonne à prendre pour qui s'était laissé prendre à un espoir de changement par les urnes, elle nous rappelle aussi quelque chose d'essentiel, propice à dépasser le

sentiment d'impuissance que cette défaite a commencé à répandre : c'est le peuple grec et son combat qu'il s'agit de soutenir, pas un parti ni un gouvernement.

Ces derniers mois, des lignes ont bougé et une mise à nu du système s'est opérée. Bien au-delà des cercles initiés, l'opinion publique européenne a pu tour à tour cerner le caractère institutionnellement néolibéral et intrinsèquement non démocratique de l'Union européenne ; voir la Banque centrale européenne [dépasser largement son mandat](#) pour faire de la politique (en l'occurrence un chantage financier) ; comprendre que l'Eurogroupe n'a non seulement aucune légitimité démocratique mais qu'en outre il est dépourvu d'existence juridique et de toute transparence ; ouvrir les yeux sur les mécanismes d'asservissement de [la dette](#) ou encore sur les raisons de [la domination allemande de la zone euro](#)...

Dès sa divulgation, l'accord a été descendu en flammes, qualifié de toutes parts de néfaste et d'impraticable. Quelques jours après sa signature, il est devenu quasi impossible d'en trouver le moindre défenseur, hormis parmi les socialistes français et quelques obscurs technocrates bruxellois. Pas le moindre observateur qui ne soit convaincu des effets calamiteux de cet épisode pour l'Europe, ni de l'évidence que le nouveau mémorandum est un évident déni de souveraineté populaire, guidé par une sévère volonté de punir ceux qui voudraient s'écarter des dogmes européens. Hors de toute rationalité économique. Hors sol... N'en déplaise à [Jean-Claude Juncker](#), qui se désole que les Grecs se sentent humiliés alors que lui n'a que motif à se réjouir puisque, dit-il, « *Tsipras s'est « homme d'état* », parce que, soudain, il a eu l'impression que s'il allait au bout de sa pensée, ce serait la fin pour la Grèce ». Cela en dit long sur le rouleau compresseur européen, machine à broyer les alternatives naissantes, mais aussi sur les mœurs politiques « bruxelloises » et la qualité des décisions qui s'y prennent. Rien n'est réglé, les occasions de s'affronter vont être nombreuses.

« Généralement, l'été est réactionnaire et conservateur », avait précisé Yannis Youlountas. « *L'automne sera décisif. C'est toujours à cette période que surviennent les grands mouvements sociaux.* » »

Et la rue va reprendre ses droits, au fur et à mesure du vote et de l'application des nouvelles mesures d'austérité. En Grèce, on m'a averti : « *Ici, on vit beaucoup du tourisme. Pendant l'été, on fait des petits boulots sur les îles ou chez les paysans, on s'occupe des touristes. Cette année c'est différent, on s'occupe moins des touristes, des vacances : on parle surtout politique.* » « Généralement, l'été est réactionnaire et conservateur », avait précisé Yannis Youlountas. « *L'automne sera décisif. C'est toujours à cette période que surviennent les grands mouvements sociaux.* » C'est aussi à l'automne que Tsipras convoquera probablement des élections anticipées, le temps pour lui d'essayer de débarrasser le parti de la « gauche radicale » de son aile gauche. Cela aussi, les créanciers l'ont obtenu, sans qu'il ait été besoin de le marquer dans l'accord. Si le Premier ministre a jusqu'à présent réussi à préserver sa côte de popularité suite à la signature de l'accord, c'est en partie grâce à l'image de celui qui a osé résister, seul contre tous, au bras de fer avec les dirigeants européens. Mais s'il parvient à se maintenir au pouvoir, ce n'est que pour mieux appliquer la politique contre laquelle il a été élu, couper Syriza de ses racines historiques et envoyer dans l'opposition ceux qui continuent à soutenir qu'une alternative est possible.

Le « *Waterloo de Syriza* » (comme l'appelle l'ethnologue Panagiotis Grigoriou sur son blog [Greek Crisis](#)) aura démontré l'impasse dans laquelle mène la double volonté de faire partie de la zone euro et d'y mener des politiques anti-austérité. Il aura été un

accélérateur de mutations : mutation expresse du pouvoir grec, mutations de la société et de l'opinion. Car il n'est pas du tout certain qu'après avoir présenté ce choix si crument, le peuple grec et d'autres qui sont en apparence attachés à l'Europe préfèrent rester à tout prix dans son union monétaire. Ce chiffre impressionnant vient nous le rappeler : 85% des Grecs de 18 à 24 ans ont voté *non* au référendum, ce qui indique combien cette génération sacrifiée est loin de partager l'europhobie béate de ses dirigeants.

De là à faire sauter le tabou de l'euro au sein de la « vraie gauche », le pas reste à franchir. Le net résultat du référendum laisse penser que l'opinion grecque est à ce sujet bien moins timorée qu'on ne le dit. Plusieurs dirigeants européens avaient menacé d'un Grexit en cas de victoire du « non », avec l'effet qu'on sait... Mais les partis au pouvoir, y compris Syriza, entretiennent davantage le fétiche de l'euro. Bien qu'on ignore encore certains dessous des tractations ayant mené la Grèce à ce cuisant échec (et notamment le rôle précis de la diplomatie américaine ou la nature des discussions entre la Grèce et la Russie), le chantage de l'Union européenne n'explique pas tout. La délégation grecque s'est mise dans une position où elle n'avait aucun levier, aucune échappatoire. De nombreuses voix se sont élevées pour rejeter l'idée selon laquelle Tsipras n'avait « pas le choix ». Au sein de la société civile, de Syriza et même du gouvernement grec, les arguments ne manquent pas, depuis des mois, pour soutenir des mesures redonnant à la fois un peu de souffle économique à la Grèce et de force politique dans les négociations : nationaliser les banques, taxer les grosses fortunes, augmenter le salaire minimum, répudier la dette, envisager une monnaie parallèle voire une sortie de l'euro,... Mais Tsipras et son cercle de conseillers et ministres proches (dominé par le vice-Premier ministre Giannis Dragasakis et l'aile droite du gouvernement) n'ont rien voulu entendre de ces propositions.

La personnalisation de la politique et la concentration des pouvoirs dans les structures pyramidales d'un parti et d'un gouvernement ont contribué à un isolement des dirigeants, à un manque d'anticipation des rapports de force, à une absence de réflexion collective.

Et c'est là un autre enseignement de cet épisode : la personnalisation de la politique et la concentration des pouvoirs dans les structures pyramidales d'un parti et d'un gouvernement ont contribué à un isolement des dirigeants, à un manque d'anticipation des rapports de force, à une absence de réflexion collective, de débat avec la société (et même avec la base et les instances de Syriza), d'information sur les conséquences des choix à prendre et donc de préparation des esprits. L'ancien ministre Yanis Varoufakis a donné une illustration de ce cloisonnement du pouvoir : au détour de son témoignage, on a appris que seules six personnes ont participé à la réunion où s'est décidée la stratégie du gouvernement grec pour les dernières négociations bruxelloises, et au cours de laquelle l'option qu'il défendait a été mise en minorité par quatre voix contre deux. Il a donc suffi de quatre personnes pour valider une décision aussi lourde de conséquences... En ce sens, l'échec à mener une *autre politique* résulte aussi de l'incapacité à faire de la politique *autrement*, c'est-à-dire collectivement ; à partir de la base populaire et militante plutôt qu'en imposant des décisions d'en haut ; en provoquant des débats dans la société sur les choix importants à prendre ; en impliquant les forces sociales qui ne manquent pas en Grèce (notamment celles qui s'organisent depuis des années pour contrer les effets de la crise en expérimentant d'autres formes de solidarité et d'économie) ; en mobilisant non seulement l'importante diaspora grecque qui ne cesse de grandir avec la crise, mais aussi les nombreux mouvements solidaires à l'étranger, qui pourraient soutenir concrètement (dans tous les domaines, y compris économique) la reconstruction de la Grèce sur des bases plus justes, égalitaires et écologiques que celles imposées par la Troïka.

Malgré les dégâts de l'austérité, et peut-être justement à cause de la détermination très forte de la population à y mettre fin, on peut penser qu'un pays comme la Grèce, avec ses ressources, a toutes les chances d'y arriver. À condition de dépasser cette « peur » que Tsipras conjure si souvent dans ses discours et qui a pourtant « permis l'accord », si l'on en croit Jean-Claude Juncker. Cette peur de « l'inconnu » qui n'a cependant pas atteint la population grecque, dont la « vertu » et « l'audace » ont largement dépassé celles du gouvernement.

Gwenaël Breës

Article paru le 24 juillet 2015 sur le site de la revue [Ballast](#).

« L'Europe agit comme si elle était en guerre contre les Grecs »

Tandis que les porteurs d'eau de la Troïka et les petits domestiques de la finance – la camarilla des Quatremer, des Apathie, des Leparmentier, des Minc (qui jure que le « non » transformerait la Grèce en Libye) et autres Bernard-Henri Lévy (qui, s'il devrait se flatter de la comparaison de Minc, assimile Tsípras à un allié du néonazisme) – bavent et bavardent de leurs bureaux, nous nous sommes rendus en Grèce (Gwenaël Breës au stylo, [Stéphane Burlot](#) à la photographie) : ces notes, prises ces derniers jours, questionnent auprès de la population le référendum – dont nous connaissons le résultat dans quelques heures. Moment historique ou épisode qui ne débouchera sur aucun changement significatif ? Les avis recueillis sont partagés. Mais une chose est sûre, si certains craignent la guerre civile et d'autres la poursuite sans fin de l'austérité, beaucoup – à part Nikos Aliagas, ancien animateur de Star Academy, également sur place – s'accordent à penser qu'il est grand temps de stopper l'Union européenne.

Vendredi 26 juin. Arrivée au port de Patras. Première vision estomaquante d'un pays sinistré : très nombreux magasins en faillite, maisons vides, routes inachevées ou non entretenues, chantiers abandonnés... Pas besoin de discours pour comprendre l'ampleur du désastre des « plans de relance » imposés par l'Europe.

Samedi 27 juin. La rupture des négociations entre la Grèce et ses créanciers est officielle, le gouvernement Tsípras annonce un référendum sur les dernières propositions qui sont sur la table. Trois jeunes Athéniennes, de passage sur l'île d'Ikaria, s'enthousiasment de ce choix : « *On ne peut pas laisser les politiciens décider de choses si importantes pour nos vies. Il faut dire stop à cette Europe qui promet un avenir pour nos enfants... dans 1 000 ans. C'est maintenant qu'on vit ! On ne demande pas grand-chose, on veut juste avoir nos vies entre nos mains* ».

Lorsque je réponds à des habitants locaux que je viens de Bruxelles, les discussions s'animent. Bruxelles, n'est-ce pas cette tour d'ivoire où des eurocrates non élus prennent des décisions qui s'appliquent à toute l'Europe ? Certains Grecs se sentent alors obligés de préciser qu'ils ne sont ni voleurs, ni fainéants. « *Ceux qui ont du travail ici cumulent souvent deux ou trois boulots. Et on n'a jamais vu la couleur de l'argent que l'Europe a « prêté » à la Grèce : il a alimenté les banques allemandes et françaises, et les poches de nos politiciens. Est-ce de notre faute ? Est-ce au*

peuple grec seul de payer ? »

Dimanche 28 juin. Dans une taverne du port d'Evdilos, au nord de l'île, une urne en carton avec la mention « *Exit Poll* » [« Sondage à la sortie des urnes »] trône sur le bar. À côté, une collection d'anciens billets de drachme. Le patron m'explique : « *C'est un jeu. On remplit l'urne pendant la semaine avec des bulletins de vote qu'on dépouillera samedi soir et si le « non » l'emporte, on fera la fête à la veille du référendum* ». Un client ajoute, en montrant un billet de 10 000 drachmes : « *Avant, avec ça je pouvais acheter un sandwich, un café, une bouteille d'eau et un fruit. Aujourd'hui, avec l'euro, ça ne vaut plus que l'équivalent d'un café.* »



« Rendez-vous dimanche pour le Grexit »

Lundi 29 juin. « *Rendez-vous dimanche pour le Grexit* » : ainsi se saluent deux couples âgés à la sortie d'une *paniyiri* [une fête] dans le village de Platanos. Sur Ikaria, même si l'avenir semble incertain quelle que soit l'issue du référendum, le « non » aux mesures d'austérité semble l'emporter très largement. Il faut dire qu'Ikaria fait partie des zones où la population a la plus grande espérance de vie au monde : un habitant sur trois atteint les 90 ans, « *avec un taux de cancer 20 % plus bas et un taux de maladies cardiaques 50 % plus bas – et pratiquement aucune démence* ». Pas fous, les Ikariens, donc : « *On a des chèvres, des poules, des légumes, de l'eau, du poisson, on se débrouillera bien sans l'euro* », me dit un ingénieur de 40 ans, expliquant qu'ici, on n'a pas perdu le sens de la débrouille et de la solidarité. Aucune panique perceptible, même quand les banques sont fermées pour une semaine et que les distributeurs automatiques rationnent le cash à 60 euros par jour : les habitants réagissent avec flegme, patience et philosophie, et ne paraissent pas prêts à se laisser intimider par l'Union européenne. « *Revenir 100 ans en arrière, s'il le faut, ça ne nous fait pas peur* », conclut un tenancier de taverne. Mais on est loin des grandes villes, où la survie s'avère bien plus difficile...

Mardi 30 juin. Un référendum, oui, mais sur quoi exactement ? [Jean-Claude Juncker](#) pose les termes du débat en déclarant qu'un « non » signifierait une sortie de la zone euro, tandis qu'[Aléxis Tsípras](#) demande aux Grecs de voter « non »... pour mieux pouvoir continuer à négocier avec l'UE. Ici, à Ikaria, où les communistes sont nombreux (depuis que l'île fut un haut lieu de la déportation d'opposants lors de la guerre civile), on regarde les agissements du gouvernement Tsípras avec de plus en plus de circonspection – il se dit même que le référendum n'aura pas lieu ou ne sera que poudre aux yeux. C'est d'ailleurs l'une des raisons (officielles, du moins) pour lesquelles le KKE, le Parti communiste grec, appelle à s'abstenir lors du référendum. « *Quel que soit le résultat, la situation sera la même* », estime un habitant du village de Christos, électeur habituel du KKE (il me précise qu'il a voté Syriza aux dernières élections).

Sur la plage de Gialiskari, deux trentenaires discutent du référendum. « *Je ne vois pas d'issue à cette situation* », dit l'un. « *J'ai peur que dans les villes, cela se termine en guerre civile.* »

Une partie de la base de Syriza s'inquiète ainsi de la probabilité que Tsípras capitule dans les prochaines heures ou jours. « *Ce serait non seulement la mort annoncée de Syriza, mais aussi celle d'une alternative politique en Europe, comme avec Podemos en Espagne. Et ce serait une aubaine pour les néo-nazis d'Aube Dorée* ». Sur la plage de Gialiskari, deux trentenaires discutent du référendum. « *Je ne vois pas d'issue à cette situation* », dit l'un. « *J'ai peur que dans les villes, cela se termine en guerre civile.* » Son ami poursuit : « *Moi, je vis ma vie. J'ai une femme et deux enfants, je m'occupe de ma famille et je n'écoute plus les politiciens. J'ai voté pour Syriza, mais ils ne sont pas arrivés à changer la situation. Et moins je regarde la télé, mieux mon esprit se porte. On a déjà subi un premier plan d'austérité, or, au bout de six ans, il est évident que ça n'a pas fonctionné. Et maintenant, ils veulent nous en coller un second ! Ils se comportent avec nous comme si on était des cobayes. Alors, bien sûr, je voterai « non » au référendum, mais je crois que ça ne changera rien* ».

Mercredi 1er juillet. Rumeurs : à l'heure où la Grèce est quasiment en défaut de paiement, il est de moins en moins certain que le référendum ait bien lieu dimanche et, s'il est maintenu, sur quoi il portera. Beaucoup de Grecs sont heureux que, pour une fois, la décision leur revienne. S'il s'avère que ce n'est pas le cas, que le référendum n'était qu'un moyen de pression dans des négociations biaisées d'avance, et que les propositions dénoncées comme inacceptables il y a quelques jours par Syriza sont avalisées aujourd'hui par les mêmes, l'épisode laissera des traces. Une lettre de Tsípras montre qu'il est prêt à accepter la plupart des mesures d'austérité en échange d'une restructuration de la dette. S'il est vraisemblable que les créanciers vont soit refuser un accord pré-référendum, soit faire durer les négociations jusqu'à la dernière minute afin de piéger le Premier ministre grec, certains considèrent ici que Tsípras a déjà virtuellement capitulé – accentuant ainsi le sentiment d'impuissance des politiques nationaux face à l'Union européenne. Mais cette dernière ne va pas s'en contenter : ce qu'elle cherche, ce n'est pas un accord, c'est la peau du gouvernement Syriza et l'humiliation de la population grecque. Finalement, Tsípras maintient le référendum.

Arrivée à Athènes : le centre-ville est truffé de reporters en quête de la moindre file d'attente devant un distributeur automatique. « *Vous avez peur ?* », interrogent-ils. Et de s'en donner à cœur joie avec des plans serrés, histoire d'accentuer l'effet « pays de l'Est d'avant la chute du Mur ».



« *Ça fait 5 ans qu'il suce votre sang, maintenant dites non !* »

Jeudi 2 juillet. Les médias grecs relaient la sortie de [Martin Schulz](#), qui rêve tout

haut de l'éviction du gouvernement Tsípras dès lundi et de l'arrivée d'un « *gouvernement de technocrates* » à Athènes, « *pour que nous puissions continuer à négocier* ». Ce serait tellement plus simple, en effet, de gérer l'Europe sans devoir se soucier des peuples, en prenant les décisions avec des agents acquis au néo-libéralisme. Quelle belle déclaration de la part de celui qui préside ce « phare de la démocratie » qu'est le Parlement européen... Elle a le mérite d'éclairer la nature fondamentalement non démocratique du projet européen actuel, mais il n'est pas sûr qu'elle provoque l'effet escompté sur les Grecs. Dans le centre d'Athènes, difficile de trouver une seule affiche en faveur du « oui ». Les murs sont couverts d'affiches prônant son contraire. La plupart sont éditées par des partis politiques. À l'exception de ce poster anonyme reprenant une photo de [Wolfgang Schäuble](#), ministre fédéral des Finances allemand : « *Ça fait 5 ans qu'il suce votre sang, maintenant dites non !* » Autre exception : des anarchistes ont commencé à appeler au boycott du référendum, bien qu'il ne s'agisse pas d'un vote électif, car ils pensent que, dans tous les cas, l'accord avec l'Europe sera le même. À l'inverse, des anarcho-communistes préconisent de voter « non ».

Ce soir, après les manifestations du « non » lundi et du « oui » mardi, c'est au tour du Parti communiste grec de manifester sur la place Syntagma, en nombre et dans la discipline, pour prôner son opposition au référendum (et surtout à Syriza) et appeler à l'abstention. Contraste, quelques rues plus loin, où l'ancien Premier ministre du Pasok, [Georges Papandréou](#), tient un meeting à l'américaine en faveur du « oui » devant un public clairsemé, mais à grands renforts de caméras – et bénéficiant même d'une retransmission en direct à la télévision. Il y en a qui ont de la chance. Et c'est pas fini : demain, les partisans du « oui » manifesteront en même temps que ceux de Syriza... lesquels défilèrent au même endroit que l'Epam, petit parti souverainiste qui se targue de rassembler des citoyens de gauche et de droite et qui veut, lui, une sortie de la zone euro et de l'Union européenne. Un beau bordel en perspective. Devinette : à qui les médias privés donneront-ils de l'écho ?

Vendredi 3 juillet. Il ne faut pas croire les médias qui, se référant notamment à l'AFP, annoncent le chiffre de 25 000 participants vendredi soir, au dernier meeting pour le « non » au référendum. En réalité, la place Syntagma ne pouvait contenir toute la foule qui tentait de s'amasser dans une cohue indescriptible. Le podium où se succédaient concerts et discours et la sonorisation se sont avérés trop modestes et toutes les avenues aux alentours débordaient de monde. J'ai rarement vu autant de gens dans un rassemblement politique : ils étaient au bas mot 100 000. Un public bigarré, discutant politique, agitant des banderoles, distribuant des écrits de toutes sortes et réservant un accueil plus que chaleureux à Alexis Tsípras, qui offrit un discours optimiste, appelant à changer l'Europe, à ne pas céder à la peur, mais aussi à éviter la division du pays et à respecter le résultat du référendum, quel qu'il soit.

Beaucoup d'émotion dans le public, notamment lorsqu'est entonné un chant de résistance contre la dictature des colonels.

Il y a beaucoup d'émotion dans le public, notamment lorsqu'est entonné un chant de résistance contre la [dictature des colonels](#). Un couple de Grecs et leur fils m'expliquent la signification de ce chant et le parallèle avec la situation actuelle : « *Aujourd'hui, on subit la dictature des banques, de l'Allemagne et des technocrates européens. On veut retrouver notre liberté et notre indépendance. Un exemple : avant, il y avait cinq usines de sucre en Grèce. Elles ont toutes été fermées et, désormais, on importe le sucre. L'Europe nous interdit de cultiver des pommes de terre, alors qu'on a des terres propices à cette culture. On nous oblige à importer citrons et oranges, alors que ces fruits poussent sur ces arbres, là, juste devant nous. L'alcool ou le gaz, idem : on ne peut pas les acheter directement aux pays producteurs, on doit les acheter à un*

tarif supérieur à d'autres pays de l'Union européenne. Notre économie est asphyxiée. Et tout le monde sait que les mesures préconisées par les créanciers auront des effets encore plus catastrophiques. »

De l'autre côté du National Garden, les partisans du « oui » étaient probablement 20 000 : un public socialement plus homogène, bien habillé et parfumé, venu défendre ses privilèges dans une mise-en-scène parfaitement huilée, avec musique américaine, écrans géants, drapeaux européens et introduction par l'animateur de TF1 [Nikos Aliagas](#), qui, malgré son salaire mensuel de 80 000 euros, n'a pas hésité à défendre des mesures d'austérité pour ses compatriotes. À la tribune, les discours ont invoqué la démocratie perdue de la Grèce (ce qui est tout de même curieux dans un moment où ce sont les banques et la Troïka qui imposent leur diktats) et ce gouvernement tant conspué qui organise un référendum pour donner la parole au peuple, y compris aux partisans du « oui ».

« Tsípras a agi avec trop de naïveté dans les négociations avec l'Europe, il a cru en leur bonne foi, mais c'est un homme sincère et honnête, il est le premier à s'attaquer réellement à la situation. »

Comme on pouvait s'y attendre, la couverture médiatique de ces deux rassemblements n'a pas été proportionnelle au nombre de participants : les télévisions privées ont retransmis en direct celui du « oui » alors qu'elles ont à peine parlé de l'autre. Seule la chaîne publique, récemment réouverte par le gouvernement Tsípras, a fait preuve d'un traitement équilibré. Mais malgré la propagande anti-Tsípras, d'une violence inouïe, le Premier ministre grec garde une grande sympathie dans la population : *« On a voté pour lui parce qu'il était nouveau, pas corrompu, idéaliste. Il a agi avec trop de naïveté dans les négociations avec l'Europe, il a cru en leur bonne foi, mais c'est un homme sincère et honnête, il est le premier à s'attaquer réellement à la situation catastrophique dans laquelle on se trouve. Il a tout le monde contre lui : les médias privés et l'Église qui veulent continuer à ne pas payer d'impôts, l'Union européenne qui veut empêcher une alternative politique... Mais il est encore en vie »,* s'étonne presque un Athénien de 60 ans.



« On est fatigués de devoir se battre. »

Samedi 4 juillet. Après les derniers meetings, voici le moment de l'attente et du suspense. Un récent sondage donne le « oui » gagnant de justesse. Vu d'ici, une chose semble évidente : la participation sera forte, les Grecs sont largement mobilisés, conscients et écœurés du chantage qui s'exerce sur eux. *« L'Europe agit comme si elle était en guerre contre les Grecs ; elle se fiche de la démocratie. Ce qui se trame est aussi grave que ce qu'on a vécu pendant le régime des colonels , s'emporte le concierge*

de nuit de l'auberge de jeunesse d'Athènes, proche de la retraite, dans laquelle je séjourne. Il ajoute : « *On est fatigués des coupes dans les salaires et les retraites, du chômage, des privatisations, de la pauvreté, d'être traînés dans la boue... Ils nous punissent pour l'exemple, ils sont en train de nous tuer. On est fatigués de devoir se battre.* » Le résultat de dimanche ne sera pas seulement l'expression d'une opinion sur une question politique (plus ou moins précise), il dira aussi quelque chose de l'état du peuple grec et de sa capacité de résistance après des années de privations, six mois de propagande et de matraquage médiatique, et une semaine de fermeture des banques.

« Syriza a fait une autre erreur, celle de s'éloigner de sa base populaire dès son accession au pouvoir. Le référendum est une manière de revenir vers le peuple. »

C'est aussi l'heure de penser à l'après-référendum, qui commence dès lundi matin. Et personne n'y voit très clair, m'explique un cinéaste grec. « *Avant les élections de janvier, ces partis avaient tout fait pour préparer un échec de Syriza en faisant en sorte que Tsípras n'ait aucune marge de manœuvre et qu'il ne s'agisse, comme ils disent, que d'une « parenthèse de gauche ». Tsípras est tombé dans le piège en croyant à la volonté de négociation des créanciers. Ils lui ont fait miroiter la possibilité d'un accord en le poussant jusqu'au bout à faire des concessions, tout seul. Ceux qui prétendent que la volonté de négociation est nulle du côté grec sont de grands menteurs : il suffit de comparer l'accord discuté la semaine dernière avec le programme initial de Syriza pour s'en rendre compte. Les créanciers se fichent de la démocratie ; ils ne veulent que nous maintenir dans un état de colonie endettée et, par la même occasion, tuer dans l'œuf toute alternative progressiste en Europe. Syriza a fait une autre erreur, celle de s'éloigner de sa base populaire dès son accession au pouvoir. Le référendum est une manière de revenir vers le peuple, mais il intervient trop tard : le gouvernement a le couteau sous la gorge et n'a pas préparé de plan B ».*

En effet, rien n'empêchera les créanciers, dès lundi, de refuser d'alimenter les banques grecques en monnaie. Quant à l'option d'une sortie de l'euro, elle paraît impossible à court terme : « *Non seulement Syriza n'a pas préparé les esprits à cette éventualité* », regrette mon interlocuteur, « *mais, de plus, au moment d'entrer dans la zone euro, la Banque centrale grecque a dû se défaire de ses équipements permettant d'éditer de la monnaie* ». Comme beaucoup d'autres Grecs que j'ai pu rencontrer, il votera « non » ce dimanche – mais en gardant à l'esprit que, quel que soit le résultat, la situation actuelle ressemble à une voie sans issue. « *Le pire serait peut-être qu'une majorité pour le « non » aboutisse finalement au même accord que celui qui était sur la table la semaine dernière.* » Quant au concierge de nuit de l'auberge de jeunesse, à défaut d'entrevoir la sortie du tunnel, il en vient à porter ses derniers espoirs en la nature humaine : « *Platon a écrit que la vie est trop courte pour connaître pleinement l'amour et qu'on n'a donc pas le temps pour la haine. Regardez Wolfgang Schäuble, le ministre allemand : il a 73 ans. Il pourrait au moins faire quelque chose de bon, une fois dans sa vie. Il en a l'occasion, c'est le moment !* »

Gwenaël Breës

Article paru le 5 juillet 2015 sur le site de la revue [Ballast](#).

Lire [la suite](#) de ce carnet de bord (du 5 au 15 juillet).